La société que nous voulons est une société sans prisons et sans classes! • 5 FRANCS

SOMMAIRE

EDITORIAL

Renforcer et unifier les luttes contre toutes les prisons.

LUTTES

Plateforme du Collectif des Prisonniers de Fresnes Manifeste du M.L.R.I. de la Santé.

Déclarations du Syndicat et du Collectif autonomes de la Santé. Procès de Gilles Collomb.

DE L'INTERIEUR La suite du témoignage de Charlie Bauer.

Une journée ordinaire à la Centrale de Clairvaux.

Sur le «syndicalisme» prisonnier: deux points de vue.

Des lettres.

DEBATS Sur les études en prison: trois interventions.

La plateforme de la Coordination des femmes et familles de prisonniers. Sur la campagne "antiterroriste".

REPRESSION Une lettre de Madame Mirval sur son fils mort à Fleury en février 1974. Libérer Tondini et Poncet.

INTERNATIONAL Algérie: une tribune du RIPRA sur la répression.

ltalie: a propos de l'usage de la torture contre les combattants communistes



RENFORCER ET UNIFIER LES LUTTES CONTRE TOUTES LES PRISONS

Au terme de cette première année de gouvernement PS-PC, l'Etat capitaliste, sous sa forme la plus sournoise et pernicieuse, appelée social-démocratie, continue de sévir et de nous imposer son dictat, avec le concours précieux cette fois des syndicats et partis dits de gauche.

N EFFET, il y a tout juste un an la bourgeoise choississait Mitterrand et ses complices du PCF pour assurer au mieux son avenir, pour gérer au plus rentable ses intérêts, tout comme un vieux rentier confie ses actions à un fondé de pouvoir en Bourse. Et maintenant beaucoup ne manqueront pas de dire que l'heure est au bilan, aux estimations. aux évaluations. Pour nous, Collectif Rebelles, nous adressons nos plus vives félicitations aux nouveaux fonctionnaires de l'Etat pour la promptitude et la célérité qu'ils ont mis à révéler leur véritable nature. De fait, il devient clair et patent jour après jour, que Mitterrand n'est pas plus un traître que Marchais ou Chirac, il ne fait aucun doute qu'il assure ses fonctions avec tout le zèle et l'ardeur que la classe dominante attendait de lui. C'est pourquoi nous ne rejoindrons pas le chœur des éterneis pleureurs et donneurs de conseils qui fleurissent en ce moment.

Une bonne fois pour toutes, pour la bourgeoisie et le Capital le constat est plus que positif et les socio-caméléons méritent les plus hautes distinctions. Il serait fastidieux et superflu d'énumérer ce que dans les «salons de gauche» on appelle des «trahisons» et qui pour nous ne sont que des simples évidences. En effet, pourquoi s'étonner de ce que la répression policière et économique frappe de plus en plus durement le prolétariat. La crise historique du Capital exige de plus en plus de rigueur et de fermeté dans le contrôle social et la discipline du travail. Les déclarations de Defferre qui doréavant rendent obligatoire le port du gilet pare-balles ou celles de Bernard Delaplace (syndicat de Police FASP) qui effectue un effrayant flash-back du côté du Ill* Reich ne sont pas plus des trahisons que la décision d'octroyer un cadeau de 18 milliards de francs au patronat prise par Maurov.

Les 80 postes de Police (4 par arrondissement) supplémentaires installés bientôt à Paris, l'îlotage généralisé, le nouvel équipement des flics, la répression sauvage qui frappe dans les prisons et dans les métroples, le maintien et même le dépassement du projet de la loi Peyrefitte, tout ça n'est que l'expression normale du pouvoir bourgeois.

Ils auront quand même du mal à nous faire avaler que cela procède d'une délicate attention à l'égard du prolétariat. Dans ce sens nous comprenons fort bien que les flics, matons, patrons, juges et autres poux, parasites et immondes cafards puissent se sentir encouragés au point qu'ils la raménent de plus en plus, à croire que sans eux ce serait le suicide collectif!

Ainsi donc, le 10 mai, toutes ces crapules de la belle société et leurs valets en uniforme ont sablé le champagne sans remords ni regrets, ils l'ont fait sur le dos des millions de travailleurs et chômeurs de ce beau pays.

Au début du mois d'avril, nous avons pu assister à l'émouvante prestation que nous ont offert les organisations syndicales de matons. Ces courageux «travail-eurs» se sont payés le luxe de descendre dans la rue pour faire aboutir leurs revendications portant sur des augmentations de salaire et d'effectifs, ainsi que sur leur sécurité qu'ils estiment gravement menacée.

Pire encore, à l'occasion d'un mouvement national de protestation, en toute liberté syndicale ils ont pris en otages 23000 prolétaires incarcérés, en décidant ce qu'ils appellent une grève du zèle. Ils entendaient également protester contre plusieurs tentatives d'évasions survenues ces derniers temps. Qu'ils sachent une chose, c'est que pour nous l'insécurité, c'est leur existence même à ces bourreaux assermentés!

Ce qui indigne au maximum les prolétaires, c'est que loin de raser les murs, ils apparaissent au grand jour, sûr du soutien que leur apportent leurs maîtres des palais élyséens. Leur métier, c'est la destruction et la mort organisée, à ces pauvres ratés, malheureuses victimes de la restructuration industrielle et urbaine qui affectent nos belles campagnes et nos cités épanouies.

Qu'ils sachent tout de même que les prolétaires qui s'organisent à l'intérieur des prisons, au travers de combats de plus en plus unitaires, font peser chaque jour davantage une lourde hypothèque sur le devenir de la profession et tant qu'à faire autant profiter des stages de reconversion proposés en ce moment par le gouvernement. Non, nous ne pleurons vraiment pas sur la fin

tragique des quelques flics et matons tombés au champ d'honneur. Ils ont choisis leur camp, mais de grâce un peu de pudeur, sachez vous effacer en silence.

Vous qui vivez de la souffrance quotidienne de nos frères de classe, craignez la rage et la juste colère que vous subirez en contre-partie. A vous entendre les geôles de la République ne sont peuplés que d'assassins, égorgeurs de fillettes et de fous sadiques, et cela légitime votre fonction. A qui ferez-vous croire cela?

Surtout que du côté «morts suspectes» les prisons françaises méritent une médaille (cf. l'affaire Mirval par exemple), et les «suicides» de detenus, pratiquement un par jour, qui sont le résultat direct de votre «œuvre éducative» comme vous vous plaisez à dire, le suicide d'un prolétaire en prison est pour nous quasiment un assassinat. Vous savez très bien, vous les chiens de garde, que la majorité des détenus le sont parce qu'ils ont refusé d'une manière ou d'une autre la loi du salariat, celle qui nous oblige à vendre quotidiennement, sans répis, notre vie aux vampires du patronat qui nous la rachète au prix qu'ils fixent eux.

Ce prix est celui des cités étouffantes et surpeuplées, c'est le prix des milles privations et répressions que nous subissons.

Ces derniers temps ont vu naître une combativité et une détermination nouvelle dans les centres de détention pour prolétaires. Ainsi de la maison d'arrêt de Nancy à la prison de Fleury ne passant par celle de Fresnes, des grèves et des regroupements se produisent et ouvrent autant

de perspectives prometteuses pour l'avenir. En effet nous étions habitués ces dernières années à l'irruption de mouvements radicaux mais spontanés, au caractère très déterminé mais au devenir incertain du fait de l'inexistance de structures d'organisation, ossature essentielle pour faire face à la répression et au découragement.

Le fait du renforcement des liens entre prisonniers de différents centres de détention est aussi un phénomène nouveau et enthousiasmant, liens que Rebelles de par sa fonction va s'efforcer de consolider en donnant à tous ces contacts localisés l'écho qui s'impose à l'extérieur, ainsi que par son soutien militant, actif et volontaire, propre à développer une cohésion, une unité, un cadre solide d'intervention pour tous ces rebelles encore trop isolés aujourd'hui.

Dans un premier temps, la résistance est le caractére principal de tous ces combats, lorsqu'on connaît la sauvagerie de l'incarcération spéciale, le cynisme des matons, la complicité des médias, résister seul est insuffisant mais si l'on peut compter sur un outil de lutte collectif, à l'intérieur comme à l'extérieur, un journal de combat des prolétaires détenus, un réseau de solidarité politique mais aussi materiel, toutes choses que Rebelles cristallise en son sein, la voie est alors celle beaucoup plus efficace du regroupement offensif. Depuis son apparition, l'action de Rebelles s'effectue à différents niveaux:

- Diffusion du journal dans beaucoup de lieux publics, librairies, gares, meetings, mais aussi diffusion du journal et de tracts d'information devant les prisons, notamment La Santé, les jours de parloirs.
- Prises de contacts avec différents mouvements sensibilisés par la prison à Paris et en Province.
- Etablissement d'un réseau de solidarité financière.
- Correspondance avec des détenus sur des bases de solidarité.

Les prisons comptent maintenant plusieurs militants révolutionnaires incarcérés, combattants communistes, militants anarchistes, anti-militaristes, révolutionnaires français ou étrangers. Il va sans dire que Rebelles est particulièrement à leurs côtés et souhaite développer avec eux un débat et une unité sur des bases claires et directement efficientes. Les colonnes du journal leur sont ouvertes bien évidemment et leurs contributions diverses s'avèrent éminemment nécessaires pour le développement futur des luttes carcérales.

Notre plateforme leur est disponible ainsi qu'à tous ceux qui le désirent. Il s'agit de diversifier au maximum les différentes formes de lutte et de combat, aujourd'hui nous voyons l'apparition de plateformes revendicatives dans plusieurs prisons comme l'ont fait le MARCC de Fleury ou d'autres comités de Fresnes, la Santé et de Clairvaux. Ces plateformes pour l'amélioration des conditions de détentions nous paraissent extrêmement importantes et il est impérieux de les diffuser, les coordonner les promouvoirs et de les faire circuler. Elles constituent effectivement des bases unitaires de première urgence et, à Rebelles, nous leur donnons l'écho qui s'impose.

Aujourd'hui comme hier, le prolétariat se doit de réaliser dans les faits l'unité et la cohésion qui a toujours fait sa force. Face aux classes possedantes et à leurs chiens de garde, les prolétaires apprennent de plus en plus à ne compter que sur euxmêmes. Le ciment de cette cohesion, c'est la conviction que face à la repression il faut s'unir et relever la tête.

C'est la certitude qu'il faut passer à une autre page de l'Histoire. C'est la constatation que le ferment des victoires de demain réside dans les luttes unitaires d'aujourd'hui.

Solidarité entre les prisons de l'intérieur et celles de l'extérieur. Dans les prisons comme au travail, dans les quartiers, au chómage comme à l'atelier, les prolétaires doivent se préparer dés aujourd'hui aux combats de

Soutien aux camarades révolutionnaires incarcérés.

Unité de nos combats, de nos espoirs, de notre aspirations à une société sans classes.

L'utopie, c'est croire qu'un Etat d'exploiteurs et de flics puisse se perpétuer éternellement.



2

Dans plusieurs prisons, les détenus s'organisent autour de leurs exigences

ATEFOR*N*

Aprés de nombreuses discussions dans les cours de promenade, et là où l'espace de contact social nous est laissé, nous détenus de Fresnes, avons décidé de nous regrouper dans un collectif de prisonniers. Cette démarche d'auto-organisation d'une partie de la détention est une réaction logique et légitime, face aux tendances fascisantes et autoritaires d'une part non négligeable du personnel de direction des prisons de Fresnes.

N certain nombre d'«incidents» dans cet éta-blissement nous ont poussé à cette démar-che d'unification et de regroupe-ment des détenus ayant un minimum de dignite et de conscience de nos conditions de détentions indignes du changement politique et humain résul-tant des élections de 1981.

Nous pouvons vous rappeler un certain nombre d'incidents récents qui symbolisent bien l'os-tracisme de cette direction:

- Passage a tabac de 6 détenus au quartier disciplinaire suite à une tentative d'évasion
- Renvoi sur la seule décision de M. Lemoisson d'une professeur bénévole.

Nous pourrions aussi parler longuement des multiples provocations effectuées notamment par des surveillants syndiqués. Ceci correspond à une stratégie bien précise de la part de certains syndicats de surveillants afin de provoquer une réaction violente qui justifierait leurs revendications inacceptables à savoir

réouverture des Quartiers de Haute Sécurité;

maintien du contrôle de l'application des peines sous leur unique pouvoir;

— refus de laisser à la justice

pénale le contrôle des tribunaux internes à la prison (prétolres).

L'objectif du Collectif des Détenus de Fresnes, est aussi de vous présenter et de défendre un cahier de revendications largement approuvé par une majorité de détenus.

Nous vous faisons une liste schématique de ces revendica-tions et espérons pouvoir obtenir une concertation pour aboutir à des résultats positifs

Hygiène

- Retour aux 2 douches hebdomadaires et réfection de celles qui sont dans un état de délabrement complet. Nombre de demandes individuelles ont déjà été faites en ce sens auprés des torités compétentes.
- Changement de draps heb-domadaires, ce qui est un mini-mum, d'après les normes d'hygiène reconnues par les différentes commissions.
- Fourniture gratuite des produits de toilette: savon, dentifrice, brosse à dents, etc. Ces produits

- sont payants et tout détenu dépourvu de ressources finan-cières est obligé de vivre dans un état de saleté degradante.
- Fourniture de produits d'entretien gratuits: lessive, éponge, serpillères,etc. L'entretien de la cellule est scandaleusement aux frais du détenu.
- Fourniture gratuite de papier hygiénique, on voit avec horreur ce qu'il advient des détenus sans ressources.
- · Remplacement des matelas pourris par l'humidité
- Refection des cellules actuellement dans un état de complet délabrement.

Alimentation

- Amélioration des repas et notamment du petit déjeuner
- Achat de marmittes Norvégiennes, les repas arrivent systé-matiquement froid dans les

- Distribution du pain frais et comestible, celui-ci arrive rassi ou mou comme de la gomme aux détenus. La qualité des farines est si mauvaise que ce pain a drainé une véritable épidémie dite «gale du pain».
- impromptus par une commission relevant de l'autorité de la Santé Publique de la qualité hygiénique des repas servis.
- Distribution d'eau réellement chaude, ou bien attribution de thermo-plongeur par la can-tine. Actuellement, l'eau pour la confection de café ou de thé n'est
- tines et indexation de ceux-ci sur les normes de l'INSEE.

"Confort"

- Amélioration du chauffage des cellules, en plein hiver, les détenus ont souffert cruellement du froid, résultat: bronchites, grippes et diverses infections des voies respiratoires. Celles-ci sont chauffees par deux tuyaux a peine tiedes.
- Amélioration de l'éclairage de cellules: installation d'am-poules d'au moins 60 watts.
- Possibilité de brancher les radios sur le secteur
- Suppression du parquage de 25 à 35 détenus dans 35 mètres carrés de cour de prome-

· Contrôles fréquents et

même pas tiéde.

• Contrôle des prix des can-

Nous dénoncons:

• Les prix prohibitifs des articles de cantine

nades. Donc aménagement de cours dignes de ce nom.

- L'interdiction de la censure de recevoir plus de 5 timbres par
- L'impossibilité pour les détenus classés DPS de suivre des cours collectifs d'ensei-
- Le scandale permanent de la médecine pénitentiaire: impossi-bilité pour un détenu de poursuiun traitement médical commencé à l'extérieur. Suppres sion l'attribution de neuroleptiques et de psychotropes, à mettre en parallèle avec l'impossibilité d'obtenir vitamines, fortifiants,

calcium,etc. Mise en place d'une véritable politique de la santé hors du contrôle des directeurs et personnels surveillants des prisons.

- L'attitude provocatrice de surveillants fascisants bien connus pour leur extrémisme et leur jusqu'aboutisme des inspec-tions générales des Prisons.
- L'usage du mitard et son utilisation comme moyen de terreur sur les détenus

Sur les parloirs

 Nous demandons qu'ils soient de 30 minutes et non pas de 20 minutes comme c'est le cas actuellement. Que ceux-ci soient aménagés pour que l'on puisse avoir un contact digne et non dégradant avec la famille. Amé-nagement d'un local pour les familles qui attendent leur tour de parloir.

Aussi nous tenons à attirer votre attention sur le fait qu'actuellement plus de 100 détenus classés DPS croupissent en deuxième division. La vie quotidienne de ces détenus se fait de plus en plus dure dans un climat de tension à cause des multiples provocations délibérées de la Direction de Fresnes, qui cherche par ce biais l'explosion violente qui justifierait la réouverture des QHS, que ces irresponsables demandent à corps et à cris.

Aussi nous tenons à vous prévenir du risque d'explosion violente dû à cette politique délibérée de Mr Klein et de Mr Lemoisson ainsi que du syndicat

Nous, collectif des prisonniers prenons nos responsabilités, à savoir de représenter la colère montante et légitime de la détention. Nous préférons régler ces problèmes qui créent des ten-sions insoutenables par une négociation directe avec vous responsables de l'Administration Pénitentiaire. Si ces négociations ne s'ouvrent pas, ces tensions finiront en conflit et dans ce cas, nous prendrons nos responsabiliés en appelant à la lutte

> Collectif de prisonniers de Fresnes

ouvoir névralgique du pouvoir discrétionnaire, elle est la question sociale qui contient toutes les autres. Le système carcéral est le centre de l'entropie sociale, la prison; cette broyeuse de viande projette la couleur, l'odeur, la teneur de vos «Liberté, Egalité, Fraternité».

Il n'y a pas d'innocent.

«Coupable» est un mot de pouvoir; ce mot de trop, dans le voca-bulaire du magistrat suffit à vous oublier pendant des années au fond d'un cachot. Il est grand temps de mettre le pied sur la

- «chose pénitentiaire»:

 sur le Code Pénal aussi coupable que le Coran et la Bible
- sur le pouvoir politique qui n'existe que pour faire croire à sa léaitimité
- sur l'argent, ce mot de passe ui tue comme l'air que nous respirons.

Il est vraiment urgent de détruire Ces murs, ces mots, ce monde qui nous emprisonnent.

Pour nous, la société sera sans classe, sans Etat ou sera péniten tiaire et criminelle.

MOUVEMENT LIBERTAIRE de RESISTANCE à L'INCARCERATION

comment ils l'ont ravie" MANIFEST DU M.L.R.

"La mort témoignera comment

ils l'ont servie, La vie prêchera

Derrière nos murs, le crime est toujours parfait, le nom de l'assassin est sur toutes les bouches. L'ETAT; sa raison froide et calculatrice distribue chaque jour allégrement des siècles d'enfermement

OPINION crédule pense qu'il y a un monde qui la sépare de la prison, et 36 000 détenus en France attestent du contraire. En cet égout, l'idéologie socialiste ou non est livrée nue: livrée à elle-même, c'est à dire au néant barbelé. Certes la peine capitale est abolie, mais les policiers l'appliquent dans les rues.

Les QHS attendent un nouveau nom pour dépoussiérer leurs

murs. Le changement du 10 mai notre condition de prisonnier.

Pourtant l'époque est propice; une volonté libre et farouche de réduire tout ce qui opprime autant dehors que dedans manifeste sa présence. Ainsi nous autres taulards sortons de la léthargie carcérale, écartons la camisole chimique et organique de notre Univers. La prison est le

A cet effet, aujourd'hui 21 mars 1982, nous créons le Syndicat Autonome de Prisonniers de la Santé, en séance clandestine.

Le SAPS différencie les objectifs globaux de sa lutte en trois groupes, sans pour cela dissocier les uns des autres:

- 1) Objectifs à court terme. Les combats pour l'amélioration des conditions de détention qui, à nos yeux, reste essentielle pour une meilleure coordination de nos luttes
- 2) Objectifs à moyen terme La constitution d'un réseau syndical d'information et défense juridique des détenus, de et des groupes de recherche sociale qui permettront la réappropriation par les détenus de leurs responsabilités et une meilleure connaissnce des mécanismes sociaux dont l'effet combiné proportionnera les éléments indispensables à l'établissement des bases nécessaires à l'organisation de l'avenir en liberté.
- 3) Objectifs à long terme. Ayant conscience du caractère fondamentalement pathologique de la société actuelle, le SAPS affirme sa volonté de lutter contre toute forme d'oppression t de domination de l'homme par l'homme, sous quelque forme que cette domination se cache, et se reconnaît pour objectif final l'abolition totale des lieux

d'enfermement.
La structure interne du Syndicat Autonome des Prisonniers de la Santé se définit comme suit, après votation unanime de l'assemblée générale constitutive tenue clandestinement:

- 1) Tous les prisonniers ont le droit, et le devoir, de s'organi-ser dans le Syndicat, sans aucune distinction de race ni d'appartenance sociale, sous le bases ci-dessus citées.
- 2) Toute décision concernant le SAPS ne peut être prise qu'en assemblée générale
- 3) Les délégués sont dési-gnés par l'assemblée générale et n'ont aucun pouvoir exécutif. les

●Le lien entre les détenus et l'extérieur passe aussi par l'information concernant tous les actes de répression au travail, dans le quartier, au lycée, etc. Il passe aussi par l'écho que nous pourrons faire aux luttes menées contre la répression capitaliste, en France ou ail leurs. Là aussi brisons le mur du silence !

décisions revenant à l'assem-blée. Le seul pouvoir que les délégués du SAPS ont est celui de la représentation et sont révocables à tout moment.

• 4) Pour prévenir les actions visant le fonctionnement du SAPS, plusieurs délégués sont en fontion simultanément de sorte que les représailles (mitard, isolement, transfert, etc.) ne puisse interrompre ni détruire la cohésion globale du Syndicat. Cela garantira aussi la permanence des contacts avec les structures d'appui logistique extérieure auxquelles le SAPS s'associe tout en gardant sa propre soécificité.

Le Syndicat Autonome des prisonniers de la Santé appelle toutes les organisations syndicales et politiques, toutes les femmes et hommes sensibles à nos objectifs à soutenir notre action et reconnaître le principe du droit d'association que nous revendiquons.

Compagnons prisonniers unissons-nous!

Assemblée générale du SAPS La Santé, le 21/4/1982

LA SANTÉ: **DÉCLARATION** DU COLLECTIF AUTONOME DES PRISONNIERS

TAGES d'un système d'exploitation, le capita-lisme, les gouvernants changent et, nous à l'in-térieur des geôles de l'Etat social-démocrate subissons toujours l'oppression, l'exploitation, la privation de liberté...

«Bandits, «voleurs», «escrocs» c'est les noms que nous donnent les personnes d'ordre, les médias et le Pouvoir.

Pourquoi?

Damnés de la terre, vivant dans une société de sur-consommation, basée sur le profit, l'exploitation, où tout ce qui est instruction, dignité, bien-être, etc. sont réservés aux bourgeois; nous refusons le règles du jeu truqué de cette société. Nous avons pratiqué un illégalisme pour tous. Nous n'avons fait et fesons que nous défendre contre les charognes. Les bandits, les voleurs, les escrocs ne sont pas dans les prisons, ils vivent bien. en toute impunité, à se dorer la pillule sur le dos des travailleurs des chômeurs, des prisonniers.

Frère et sœur détenu, il est temps de relever la tête en homme et femme conscient de tous tes droits et non en mort vivant rasant les murs.

Organise-toi en collectif, comité, syndicat, par cellule, par

étage, par atelier pour mener la vie dure aux chiens de garde de l'exploitation, de l'oppression et à son système, le capitalisme, qui nous matent, nous insultent, briment 24 heures sur 24. Nous n'avons rien à perdre mais tout à gagner dans notre lutte.

Nous, Collectif Autonome des Prisonniers de la Santé, appelons tous (tes) les embastillés (ées) à réfléchir, élaborer et développer tous les moyens d'actions nécessaires, légales et illégales, pour l'aboutissement victorieux de nos luttes.

Nous exigeons la satisfaction immédiate de nos revendica-tions. A savoir:

- Suppression des régimes d'exception: DPS, mitard,
- Suppression des pouvoirs disciplinaires de l'administration
- pénitentiaire.

 Liberté d'expression, d'information, de diffusion, d'asso-
- ciation de réunion.

 Droit à la vie culturelle: cinéma, télévision, théâtre, concert, accès aux études supérieures.
- Droit à la vie sexuelle et affective: parloir libre, relation sexuelle, accouchement des femmes hors des prisons
- Libération des détenus gra-

vement malade et des grévistes de la faim.

Travail: salaire égal à celui

- des travailleurs extérieurs (SMIC
- minimum).

 Droit à l'hygiène et la santé: douche quotidienne, appareil-lage sanitaire complet dans chaque cellule. Accès à la médecine non pénitentiaire, distribution gratuite et régulière des produits d'hygiène de première nécessité (notamment pour les détenus sans ressources).
- Amélioration de la nourriture.
 Droit de recevoir des colis
- toute l'année.
- Locaux sportifs.Structure d'accueil pour les visiteurs, abris extérieurs, salle
- Attribution immédiate de permis de visite à tous ceux qui désirent voir un prisonnier.

Nous réaffirmons notre détermination à lutter pour pour la satisfaction complète de ces revendications essentielles!

Nous disons non à la résigna tion et, appelons à l'action offensive!

Pour une solidarité effective entre prisonniers et avec l'extérieur

Collectif Autonome des prisonniers de la Santé

"Mon combat ne s'arrêtera jamais à la porte d'une prison ni à celle de ce tribunal"

DÉCLARATION DE GILLES COLLOMB SON PROCES

le 24 février 1982, une patrouille de police interceptait Gilles Collomb dans une voiture, dans laquelle les flics devaient trouver des armes de divers calibres.

Nous reproduisons ici la déclaration qu'il a faite lors de son procès, devant la 23° Chambre correctionnelle, à Paris, le 26 mars dernier, avant d'être condamné à vingt mois d'emprisonnement.

OMBATTRE les milices d'Etat ou du capital privé, est devenu une nécessité primordiale et même un devoir pour l'ensemble du mouvement communiste et des collectifs de prolétaires rebelles. Combattre ces milices, c'est se battre contre la militarisation du territoire social, c'est se battre pour la défense des espaces acquis du mouvement prolétaire offensif.

Il n'était pas possible, pour moi et mes camarades des noyaux communistes, de laisser les sbires armés du capital continuer leurs actions malfaisantes, fas-cistes et criminelles envers les prolétaires, sans réponse adé-quate. Isigny quadrillé militaire-ment par les milices armés du capital, meurtre du clochard du Forum des Halles, assassinat d'un ouvrier gréviste à Clichy, la liste est trop longue de leurs méfaits criminels envers les pro-létaires depuis le soi-disant changement dû à l'arrivée au pouvoir de la social-démocratie.

Pourrait-on aussi laisser dans l'oubli notre camarade Lahouari Benchellal assassiné par les flics finlandais au cours d'une opération financière du mouvement révolutionnaire.

Non décidément, moi et mes camarades, ne pouvions plus

nous faire les complices, par notre silence et notre inaction, du fascisme et de la terreur patronale. C'est la raison pour laquelle, moi et des camarades des novaux communistes avions décidés de passer à l'action

Action qui se voulait sans vio lence et spectaculaire, pour lancer une mobilisation offensive de l'ensemble du mouvement com muniste et prolétaire, contre la militarisation de l'espace social. Nous voulions mettre un coup d'arrêt, à la tendance générale du capital d'opposer une force armée à la classe en lutte. Les armes n'étant qu'un moyen d'in-timidation face aux mercenaires armés des milices patronales, afin de permettre à nos cama-rades d'opérer cette action.

Je ne dévoilerai pas l'objectif de cette action, ceci est un secret militaire, les seuls per-sonnes habilitées à nous deman-der des comptes à ce propos, sont les prolétaires combattants le mouvement communiste offensif. Mon procès n'est pas celui de l'acte que j'allais accomplir, mais celui de mon engage-ment dans le mouvement révolutionnaire, et celui de ma pratique de lutte ancrée dans la réalité de ma classe.

Je suis venu aussi à ce procés pour parler des conditions de détentions criminelles que l'on me fait subir. Pendant les 15 pre-miers jours d'incarcération, je fus placé à l'isolement le plus total par Mr Klein, directeur des pri-sons de Fresnes, suite à ma

demande de bénéficier du statut de prisonnier politique. Face au début de mobilisation, l'on a soidisant allégé mes conditions de détention pour raison humanitaire.

En fait maintenant, je peux aller en promenade 2 heures par jour en compagnie de 3 autres détenus dans une fosse sordide de 6m sur 4. Mais l'on me change systématiquement de cellule et par conséquence de compagnons de promenade afin de ne pas lier de rapports normaux avec d'autres détenus. Ce qui signifie que, dans les faits, l'isolement continu.

Mes demandes répétées d'obtenir un statut de prisonnier poli-tique restent toujours sans réponse.

Me criminaliser, nier mon identité communiste, vouloir à tout prix déstabiliser mon équilibre psychique, voilà ce que l'on fait dans les prisons du régime social-démocrate.

Ce procés ne pourra être autre chose, qu'un procés politique et je ferais en sorte que cela soit le procés de mes conditions de détention.

Militant politique, je dois être reconnu comme tel, ce qui impli-que que ce procés soit un procés politique et que le sois reconnu prisonnier politique.

Mon combat ne s'arrêtera jamais à la porte d'une prison ni à celle de ce tribunal.

Vive le communisme ! Vive la lutte révolutionnaire!

UNE JOURNÉE DE L'HOMME-DÉTENU

Nous publions ci-dessous la fin du texte de Charlie Bauer sur la description des conditions d'humiliation et d'anéantissement permanentes que subissent les détenus. Nous en profitons pour rappeler que les colonnes de *Rebelles* restent et resteront ouvertes aux lettres de détenus concernant leur lutte, leurs expériences, concernant leurs espoirs comme leur révolte. Le combat de *Rebelles*, c'est aussi le combat de la parole mille fois écrasée et réprimée.

La porte s'ouvre, claque, détone. La grille pivote sur ses gongs. Une grille faite de barreaux d'acier, une grille jaunie, elle aussi aux couleurs contre nature de l'œuf qu'elle symbolise avec les murscoquille. La garde est là, omniprésente. «Avocat!» Le gradé de service qui accompagne toujours les gardiens commande alors au grade le rite de la fouille.

La fouille: l'homme doit se déshabiller intégralement. Tous ses vêtements sont minutieusement fouillés, triturés, aucun cm² n'échappe à la vigilante Sécurité réglementée. L'humillation, la vexation de l'homme est alors horrible. Pas tant d'être nu que d'être commande de se metire a nu Ses pensees se fou Lent et la haine recouvre chaque fibre de ce corp dénude.

Le réglement ayant rempli son office, l'homme-détenu se rhabille, puis le cortége s'ébranle vers le local «parloir-avocat». L'avocat est là. L'homme de Sciences, du Droit, des lois, l'homme des libertés... toujours outragées, jamais libérées! L'homme venu d'ailleurs, de cet ailleurs/dehors...

Cet homme rarement indifférent à ces lieux de souffrance dont il est le témoin occulte et toujours différent à cet homme dont il serre la main et reçoit un sourire parfois... amical, souvent sincère et, toujours complice selon le règlement. Le règlement qui place quelques surveillants à surveiller chacun des faits et gestes des 2 hommes à soupçonner dont ils ont la garde au travers de la vitre qu'agrémente, luxueuse, la porte de communication du parloir-avocat.

Cette poignée de main, ce sourire, ces mots, autant de manifestations à savoir qu'existe un monde ailleurs. Cette poignée de main, d'amitié de compréhension, cette main est la seule relation chaleureuse autorisée à l'homme dans sa communication épidermique avec l'autre homme.

L'entretien terminé, l'homme-avocat est enfermé dans le local parloir. L'homme-détenu, accompagné de la garde, regagne la cellule. Dans la cellule, le Règlement prévoit que le détenu soit «fouillé à corps» à chacun de ses entretiens avec l'avocat. Mais ce doute, cette suspicion, sur l'homme qui est enfermé là-bas dans le local parloir. Le règlement ne s'étonne pas de ces mesures. La Nécessité, que commande la Sécurité,

n'a pas prévue d'étonnement à l'humiliation, à l'insulte.

Le règlement est une abstraction qui se concrétise lorsqu'il s'applique à néantiser celui pour lequel il a été conçu. L'homme est nu. Ses vêtements gisent en tas sur le iit. Il n'y a plus le cœur à s'écœurer de ces situations écœurantes II hait.

The Cest la distribution du repas. La porte s'ouvre. L'homme détenu tend ses assiettes, en plastique souple, par le sas de la grille, aux gar-

par le geste de se nourrir. Et seulement à se nourrir car de l'existence du chien, il n'a, peut-être, que le traitement dans son exception péjorative. L'insulte: la Vie, car du vécu, le chien a souvent sa chienne! Le chien a son sucre. La chien a sa caresse. Le chien est parfois errant.

Le repas terminé... et c'est l'attente de la distribution du courrier. Le courrier: le pas du gardien que l'on guette. Cette attente qui n'en finit plus de s'impatienter. Et cette lettre, ce message, ces mots, cette écriture, ce verbe a dire ce langage que l'on déguste avec les yeux! L'écriture qui fait que chacun devient soi a s'oublier du present imposé a l'eternite temps

Le verbe que l'on reçoit... caresse verite a Etre ce Devenir Ailleurs La lettre et cette ecriture aimees, dans cet instant a vivre. Attaque, agression, hold-up de cet instant/bonheur volé, arraché, au temps de l'oppression. Ce temps réglé, réglementé, à

s'impatienter, pas plus qu'à patienter. Elle est.

Immuable, permanente, sans espoir, sinon qu'à désespèrer, voir désespèrément à espérer de... rien. De tout et de rien et souvent de rien du tout.

14h C'est la «sortie promenade». Se répète le même rituel que le matin.

Ouverture de la porte. Fouille. Escorte. Escorte. La cour parloircage. Grille que l'on boucle et l'homme-détenu marche dans cet univers hermétique où le gris des murs et des grilles vont remplacer 90 minutes durant la coquille d'œuf posée sur le marais de la cellule sécurité. «Promenade»: accouchement biquotidien du fœtts inscrit dans l'ordre génétique de la dangerosité. Le règlement accoucheur veille.

15h Une fois par semaine, l'homme-détenu condamné à droit à un temps de visite d'une demi-heure pour les membres de sa famille. Ouverture des portes. Grille. Fouille au corps et. l'escorte de gardiens, accompagne le «visité» vers ses visiteurs.

Le parloir: une pièce où sont disposées 4 cabines de parloir. Une porte en acier, grillagée par les 2/3, ferme chacune des ler, toucher simplement un visage, cette main, de cette mère, de cette fémme, de cet enfant! Non, le règlement a tout prévu pour que l'homme-détenu n'ait à toucher, caresser que... ces vitres glaciales à torturer son désir, castrer toute envie de consolation ou autre rêve/vie.

L'homme-détenu devient homme-tronc, durant une demieheure. Il se vit, essaye de vivre, du regard car du mot il lui faudra le mesurer, le surveiller, l'agrémenter, le dériver, le péser, le former, avant de le dire, car derrière lui, à quelques pas, la surveillance veille et écoute. Le règlement est sourd à toute pudeur. Le Règlement omniprésent détourne et empêche la présence de cet instant à communiquer.

L'homme-détenu est là, et pourtant absent par la présence suspicieuse du Règlement! Malgré l'oppression.. ou avec elle sa sœur jumelle, la Répression, chacun «aménage» sa demieheure faite d'absence et de tant vouloir à s'imaginer présent.

Même scénario pour le retour en cellule. Même grille/porte qui se referme. Même solitude. Et l'attente.

17h Distribution du repas du soir. Dans un monde Ailleurs à cette heure-ci loi c'est le soir.

18h Claquement des serrures. Porte/grille qui s'ouvre et ces hommes vêtus de noir formant barrière à

vetus de noir formant barrière à quelques vélléités. L'hommedétenu a suspendu le cintre où s'accrochent ses vêtements, déposé ses chaussures. Gestes machinals, instrumentalisés au programme de la sécurité.

Il réintègre la cellule. Détonation des serrures, des verrous. Le tir a encore son œuvre: l'hommedétenu fusillé de solitude n'attend plus. L'attente est pour demain.

Et en attendant, il marche. Marche sur ses rêves, s'accompagne de ses pas car l'hommedétenu n' pas d'ombre, l'ombre produit par le soleil-vie. Il est cette ombre. Tout est obscur ici! Sauf peut-être... oui, peut-être, cette lueur dans les yeux, rouge et noir, cet incendie, cette incandescence, sa haine!

Charlie Bauer Avril 1980



diens qui font le service. Repas servi: la serrure décharge son tir. La porte est fermée. Le repas ne se mange pas, se déguste encore moins. Il a fonction d'alimenter parfois, de bouffer toujours! Et l'homme-détenu s'alimente. Il ne pense pas. Il bouffe. Immuable mécanisme que celui programmé des fonctions visées. La cuillère, la fourchette, le couteau, tout est en plastique, fragile, cassant.

Certains aliments se mangent nécesairement avec les doigts. La viande en particulier, qui n'a de tendre que le nom pour le souvenir qu'elle éveille parfois. L'homme-détenu se fait chien l'oubli des choses, des être de la

Comprenons bien: ici la lettre n'est pas un temps de lecture, guère de nouvelles et pas plus que d'oubli. Elle est la Vie. Pour un instant suspendu au dessus de l'abîme sans fond où se précipite inexorable le pas des solitudes à souffrir, à crever! Et puis l'attente, campagne fidèle et cruelle... l'attente s'impose à nouveau pour l'homme-dètenu. L'attente suppose un désir/plaisir. Une délivrance, un soulagement, une différence, un ailleurs, une action, un repos. Ici l'attente est faite de l'attente, non pas à

prétend vert espérance. L'écran de communication façon TV est propre et net, blindé d'une double vitre où se casse toute approche d'attouchement, de laresse, de tendresse, d'amour.

Le règlement n'a pas prévuque l'homme-détenu puisse aimer, désirer, caresser, consocabines. Chaque détenu est conduit seul au parloir afin d'assurer le bon fonctionnement du règlement qui interdit la communication visuelle avec un autre détenu. La sollicitude de la solilude isolatoire oblige!

Dans la cabine de parloir, le ripolinage vert marécageux se

PAS UNE PRISON SANS REBELLES! PAS DE SILENCE SUR LES LUTTES!

Pour dénoncer la répression, informer le maximum de détenus et l'extérieur de la moindre lutte, REBELLES doit avoir des correspondants dans TOUTES les taules. TOUS les lecteurs, détenus ou non, peuvent et doivent non seulement nous informer de ce qui bouge et lutte mais aussi de nous envoyer les noms et adresses des camarades ou des amis qui pourraient être intéressés par le combat auquel nous participons.

Pour en finir avec l'ombre et le silence.

JOURNE

Il y a deux bâtiments de détention à la prison centrale de Clairvaux: les bâtiments «A» et «B». Ces deux bâtiments sont parallèles et peuvent figurer les barres verticales de la lettre H (majuscule): la barre horizontale figurant alors le bâtiment qui, reliant les deux bâtiments de détention, est dit bâtiment «administratif».

ES sous-sols des bâtiments, où sont situés notamment les ateliers dans lesquels travaillent les détenus, sont regardés comme étant des rez-de-chaussée. Les bâtiments que les cellules des détenus occupent comptent deux étages.

Chaque étage est séparé par le milieu en deux parties: un côte dit «Sud», l'autre «Nord». Chaque côte d'un étage est clos par des grilles d'acier qui ne s'ouvrent qu'à partir de l'espece de «sas que forme l'espace central de l'étage, reservé aux surveillants. De là, des caméras sont braquées vers chaque côté des 8 étages..

D'autres grilles d'acier séparent tous les étages : les escaliers sont coupés de deux grilles d'acier. deux grilles d'acier entre chaque étage

Ainsi, un détenu qui se rend en «promenade» depuis le deuxième étage par exemple, doit successi-vement franchir, (dans le meilleur des cas) sept grilles d'acier et deux portes d'acier. (Dans un autre cas, deux grilles d'acier de plus, soit neuf grilles!). Quoique de dimension réduite, les cellules de bâtiments de détention sont généralement assez propres et bien aérées: tandis que les celblen aerees, tardis que les cei-lules d'isolemente, situées dans le bâtiment (séparé) des «mitards» sont sans fenêtres, insalubres, et l'isolement est total: même en QHS les détenus ont rarement été soumis à un tel isolement exclusivement cellu-laire (seul en «promenade», dans une petite cour, sous le regard d'un mirador) etc.

'Journée ordinaire d'un détenu'

Le matin, entre six heures trente minutes et six heures quarante cinq minutes, les détenus quittent leur cellule pour se rendre sur les lieux de travail. Les détenus doivent, obligatoirement revêtir soit un bleu de travail, soit une tenue pénale. Bien entendu il se trouve le plus souvent un surveillant-chef-adjudant pour veiller à ne pas manquer d'adres-ser aux détenus des réflexions profondes du genre: «boutonnez vos vestes»... Il est fait interdic-tion aux détenus d'apporter aux ateliers des aliments. Dés la sor-tie des cellules, les détenus sont fouillés (par des surveillants qui ont ouvert leur porte) par palpa-tion le long du corps.

Arrivés dans les locaux des ateliers, les détenus rejoignent leur place respective de travail: ils sont alors en permanence soumis aux surveillances conjuguées de :

- a) des caméras d'un circuit intérieur de télé-surveillance
- b) des interphones intérieurs
- c) les surveillants pré-sents, continuellement présents dans les ateliers.
- d) les détenus nommés «responsables» par les surveil-lants et autres détenus délateurs.

Les detenus sont employés au régime dit de la «journée conti-nue». C'est-à-dire qu'ils doivent continuer sans discontinuer de 7 heures à 13 heures 15 minutes: une seule pause d'un quart d'heure est accordée : le temps pour les détenus de manger le «casse-croûte» qui leur est distribué aux alentours de 9 heures et 30 minutes

A 13 heures et 15 minutes, les détenus doivent réintégrer leurs cellules , travail journalier

En sortant des ateliers, ils sont contraints de subir une nouvelle fouille corporelle: cette fois assurée à l'aide de détecteurs de métaux. Entre 13 heures 30 et 14 heures, le repas est servi aux détenus enfermés dans leur cel-lule. A 14 heures 15, les détenus doivent avoir terminé leur déjeuner: en effet, pendant que des détenus servent le dejeuner. les surveillants demandent aux détenus arrivés en cellule d'annoncer «où ils vont aller»... Sauf de rester dans leur cellule en hiver, seuls trois «mouvements» sont autori-sés (deux en été) à savoir:



1) Salle de télevision. Les détenus sont alors enfermés dans une salle de dimension, en sur-face, de 4 cellules. Une seule télévision est disponible par côté d'étage. Dans chaque salle, un

«J'ai 23 ans. Avant, je lisais Libération. Avant! En lisant Rebelles je prie pour qu'il ne tourne pas aussi mal. Mais la direction prise par ce dernier me semble plus franche, plus directe. Ce qui fait que je n'aprébende vraiment pas de la

préhende vraiment pas de la

«L'extinction des feux appro-che,alors je lâche le stylo. Je bosse en cellule dès que j'ai

davantage de temps libre qu'en

ce moment, je t'écris ma réalité à

Alain

à la XXX. Clic!»

A un autre matin.

interphone interieur est place, hors de portée des détenus, et interdiction est faîte d'en sortir avec le «mouvement» suivant. 2°) Salle de ping-pong.

Tout comme pour ce qui est de la salle de télévision, les détenus y sont enfermés à 6 au maximum. Dans chaque salle de ping-pong (une salle par côté d'étage) un interphone interieur, place hors d'atteinte des détenus. Interdic-tion est faite d'en sortir avant que n'ait lieu le «mouvement» suivant.

3º) Cours de «promenade» et cour de «sport». Les détenus qui sortent ne peuvent en sortir avant que ne soit annoncé le «mouvement » suivant.

a) Cour de «promenade» : outre que toutes les «cours» de promenade sont sous le regard d'au moins un mirador où se tient un surveillant armé, outre le sur-veillant qui surveille spécialement les cours de promenade depuis le haut du premier mur d'enceinte, un autre surveillant est détaché. qui se mêle aux détenus, un sur-veillant qui reste en permanence dans les cours de promenade (un surveillant par cour de prome-nade) un émetteur récepteur à la main ou dans la poche: les cours de «promenade» étant très peu étendues en surface, le surveillant est donc à même d'écouter les conversations tenues par les détenus (sauf à ceux-ci de se taire systématiquement: comme détente en «promenade», être obligé de se taire, ce n'est pas la bonne méthode!)

b) Cour de «sport»: en plus du surveillant armé qui surveille depuis le mirador, en plus du sur-veillant qui patrouille sur le mur de ronde, en plus du surveillant qui se mêle aux détenus, dans la cour de «sport», il y a un «moniteur de sport».

A titre d'exemple, suivons les déplacements d'un détenu qui aurait sa cellule au deuxième éta-ge...Nous avons vu que, travail-lant, il avait déjà été fouillé corporellement deux fois dans la

Des lettres de lecteurs

LA CULPABILITÉ,

Quand sous le feu, Pris par l'acier, Crèvent les drapeaux héritiers De l'horreur des révolutions Qui ont fait l'homme s'extirper De la frange des royautés Vient le temps de la régression.

Salut,

ABORD, merci pour le journal. Donc pour votre voix qui prolonge la nôtre au-delà des murs, qui la soutient, lui donne l'écho nécessaire. Qui nous informe de que de nos cellules nous ne pouvons voir ou entendre.

«Et puis, un tel journal peut

aider à l'éveil politique de cer-tains détenus, car dans l'ensemble notre révolte est avant tout instinctive, individuelle et désor-donnée. Alors il est bon que chacun sache que partout ailleurs le combat est mené, qu'une solidarité est nécessaire pour l'aboutissement de nos revendications.
«Mais encore trop de taulards

qui font leur peine avec un sentiment de culpabilité et des bais-sements de bras du genre «j'ai fait des conneries, je paye ma dette. Rien à dire» Merde! Notre plus grosse connerie serait de cesser d'en faire aux yeux de la

loi.

«Je sais que la route que nous de la vie, même si la mort est au bout de leurs fusils braqués sui

TOUS

ES gars sont en train de crever à Fresnes. Je parle des grévistes de la daim Politiques ? droits communs ? coupables ? innocents?; je m'en balance. Ce sont des êtres humains. Un point, c'est tout. Et ce ne sont pas des capitalistes car il y a longtemps qu'ils seraient sortis.

Voici quelques noms:

- CHRISTIAN BAUZET 77042 HC 128 en grève depuis le 9 Novembre 1981 : Pesait 84 Kg , aujourd'hui 54 Kg (Juge Prajame — Angoulême);
- SAMBA HERVE: 70 Kg hier, 42 Kg aujourd'hui en grêve de la faim depuis le 11 Décembre 1981 (Juge Perdrix - Lille);
- VIGNERON MICHEL même affaire que pour Samba en grève depuis le 8 février 1982;

- STAVAL MOHAMMED : er grève depuis 5 mois (Juge Perdrix);
- MOUSSAVI : iranien, en grève depuis septembre 1981 a perdu l'usage de ses 2 jambes; MOUSSAVI : iranien,
- HADJ : marocain, vomit du sang;
- WELFRINGER à Boisd'Arcy, sa femme est également en grève;
 - ANDRE MARTIN:
- EISENBARTH JACQUES : à Fleury, ainsi que sa femme à la MAF de Fleury;
- JACQUES ROBERT : vient d'être transporté à l'Hôtel-Dieu dans le coma:

Les grévistes sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le pense. Je n'ai ici que quelques noms. La presse sait et se

Le détenu descend les escaliers, et franchit au moins 7 grilles d'acier (ce qui fait donc, faisons le compte à mesure, nous ne sommes pas au bout: 14 et 7 font 21!), grilles qui ne s'ouvrent toujours que d'un seul côté... de façon à obliger les surveillants à procéder par système de «sas». Le détenu débouche dans la cour de «sport» sous un mirador depuis lequel guette un surveil-lant armé; sous la surveillance du planton qui fait les cent pas sur le mur de ronde(en terrasse du bâti-ment administratif) et, enfin, sous les contrôles additionnés du surveillant mêlé aux détenus, émet-teur récepteur en main, et du «moniteur de sport»

Un terrain de «hand-ball» au sol s'asphalte est disponible pour les détenus qui veulent jouer au football. Une "piste" d'environ 250 metres de circonference est éga-lement utilisable. Enfin, depuis très peu de temps (quelques semaines) une salle de poids et haltères est ouverte aux détenus Hormis celà, c'est-à-dire ce que je viens de décrire, rien, absolument rien!

«Sport» terminé, le détenu s'apprête à remonter dans sa cellule.. Avant de sortir de la cour de «sport» (tout comme avant de sortir de la cour de «promenade». nous l'avons vu) le détenu est encore fouillé par palpation. Puis il doit franchir les sempiternelles 7 grilles d'acier (toujours dans le meilleur des cas, je l'ai déjà dit). ce qui fait donc, continuons à en tenir le compte au fur et à mesure, 4 fouilles corporelles et 28 grilles d'acier franchies, pour l'instant.

Revenu dans sa cellule le détenu se prépare à aller en «pro-menade». Le surveillant ouvre sa porte; le détenu est encore fouillé (ce qui fait la cinquième fois) et, toujours sous l'œil des caméras de télé-surveillance, il doit fran-chir les ...7 grilles d'acier avant d'arriver dans la cour de prome-nade. (ce qui fait 35 grilles d'acier franchies). Après la promenade qui s'est passée sous les regards d'au moins 3 surveillants (celui du mirador, celui du planton juché sur le 1ºmur d'enceinte, et du surveillant mêlé aux détenus) le détenu sera encore fouillé cor-porellement. (ce qui fait 6 fouilles corporelles). Il franchit en sens inverse les 7 grilles d'acier, ce qui fera cette fois 42 grilles d'acier franchies dans la journée! Et ceci, entendons nous bien, dans le cours d'une journée **ordinaire** d'un détenu quelconque

Une fois arrivé dans sa cellule le détenu décide soit d'aller en salle de télévision, soit en salle de ping-pong: dans un cas comme dans l'autre, ce seront 2 fouilles corporelles de plus, et 2 salles munies d'un interphone intérieur

Récapitulons rapidemment, celà fait donc 8 fouilles corporelles quotidiennes, et 42 grilles d'acier à franchir quotidienà franchir nement...

Autrement dit, rendez-vous compte, c'est le cas de le dire: 2920 fouilles corporelles et annuelles, et 15 330 grilles d'acier à franchir annuellement...

Dans ce compte ne sont pas comprises les très nombreuses fouilles corporelles supplémen taires, qui se répartissent en 3

- 1°) Des fouilles supplémentaires habituelles; le détenu est emmené dans la salle de douche emmene dans la salle de douche et il lui est demandé (sous peine d'être accusé de «rebellion» et conduit au mitard, et s'exposer à des sanctions diverses, telles que suppression de réductions de peines.etc.) il lui est demandé de se deshabiller complétement, slip et chaussettes comprises
- 2°) A chaque fois qu'un détenu doit se rendre dans le bâtiment «administratif», pour quelque raison que ce soit (soins dentaires à recevoir, consultations médicales, visites de l'assistante sociale.etc) chaque fois le détenu est fouillé. à l'aller et au retour
- 3·) Arrivé dans le bâtiment administratif», les détenus sont placés dans des sortes de...«placards» - environ de 70 centimè-tres sur 60 cm - placards dont les grilles faites de barreaux d'acier ne sont pas grillagées, mais recouvertes en plus d'une plaque de matière plastique transparent Un interphone interieur est place dans le couloir ou sont situes les placards en question, de façon a ce qu'il soit impossible aux détenus de discuter sans être éventuellement écoutés.
- 4°) Le détenu qui se rend aux «parloirs» - triples vitres de séparations - est fouillé 2 fois à l'aller et 2 fois au retour, 4 fois, sans compter les 2 fouilles corporelles qu'il doit subir en sortant de cellule et en revenant.

Courrier

Dès leur arrivée à la prison centrale de Clairvaux, les détenus sont empêchés d'écrire à qui que ce soit, sauf aux membres de leur famille; tout au moins ceux des membres de leur famille qui possèdent déjà un «permis de visite» ceux des membres de leur famille qui ont envoyé force «Fiches d'état civil» (à titre d'exemple sachez qu'une de mes tante, sachez qu'une de mes tante, sœur de ma mère a dù m'expédier plusieurs fiches d'état civil avant que je ne finisse par recevoir ces lettre!) fiches d'état civil prouvant la parenté, ou qui ont fait l'objet «d'enquêtes policières» ordonnées par un directeur de prison Des

obstructions éhontées sont systématiquement prati-quées à l'encontre des détenus qui protestent comme ils neuvent retour de lettres expédiées avec la mention anonyme...«Pas d'autorisation». Avis donné (agressivement) au détenu que chaque «demande de correspondance»

 Aux prisonniers, à leurs parents et amis, à tous: écrivez à Rebelles! Envoyez vos témoignages, vos revendications, descriptions, poèmes de lutte, critiques, écrits, etc. Faites savoir dans Rebelles ce qui se passe là où vous êtes

qu'il s'obstinerait néanmoins à faire donnera l'occasion d'ordonner une enquête policière, et, du même coup, le prétexte de soidisant «suspendre» la décision d'accorder ou non telle correspondance, plusieurs mois durant... A noter que la très grande majorité des détenus préfect de la correspondance de l férent alors renoncer à la plupart de leurs correspondances anté-rieures, plutôt que d'imaginer que, par «leur faute» (croient-ils), les correspondants dont il s'agit seraient l'objet d'enquêtes policières, d'interrogatoires; ce que les détenus assimilent à des tracasseries policières.

Prenons le cas (hélas banal) d'un jeune détenu, puisque j'ai été témoin de ce qu ces interdictions de correspondre librement permettent tous les abus de pouvoir inimaginables...Ce jeune détenu. un nommé Jean-Pierre Lahaye. père d'un enfant handicapé, en depression nerveuse très sèvere, grand «suicidaire» (au point qu'il ne se passait pratiquement pas quinze jours sans que ce malheureux ne se tranche peu ou prou des veines: ses bras depuis les poignets jusqu'aux biceps n'étaient plus qu'une plaie!:, ce malheureux, disais-je. ne cessait d'entreprendre des grèves de la faim: en protestation du fait qu'il était empêché de cor-repondre avec l'une de ses amies. C'est une jeune femme n'ayant rien à voir ni de près ni de loin avec les délits lui ayant valu la condamnation qu'il terminait). Ce très jeune détenu ne cessait de s'automutiler, d'entamer, deux ou trois fois par mois, des greves de la faim (greves de la faim «dècla-rées» ou non), et, il lui était fait à chaque fois de vagues pro-messes, puis finalement il lui était signifie un refus, accompagné qui plus est de menaces d'être mis au mitard, de perdre des réductions de peine, etc.

(à suivre)

lean-Claude Reilles Prison centrale de Clairvaux Un syndicalisme prisonnier ?

DÉCLARATION DU C.I.D. DE LA SANTÉ

Nous, détenus de La santé, nous nous déclarons totalement solidaires du combat mené de manière pacifique et réfléchie par nos camarades prisonniers de Fleury, de Fresnes, etc., afin d'abolir la dictature de l'appareil pénal

EVANT les attitudes réactionnaires du per-sonnel de l'AP aux ordres des syndicats visant à dissiper dans une nébu-leuse les projets de réformes entreprises par le gouvernement issu du 10 mai 1981, nous pri-sonniers, réunis en Comité Inter-Détenus réitérons notre soutien aux justes réformes envisagées par la Chancellerie.

Nous permettant toutefois de redefinir et préciser par la pré-sente nos revendications:

- Reconnaisance d'un syndicalisme prisonnier: en l'occu-rence le CID dûment officialisé comme organe de concertation
- Droit de réunion du sus-dit comité;
- Abolition de la censure;
- Suppression des statuts spéciaux (DPS);

 Suppression des quartiers
- cellulaires (isolement, mitard):

 Droit de parloir libre pour
- Libération des détenus gravement malades et des grévistes de la faim avant qu'il ne soit trop
- Mise en place d'un service médical indépendant de l'AP;

 • Possibilité d'accès aux
- études supérieures: Travail rénuméré décem-

- Droit à la sexualité;Droit pour les femmes détenues de donner la vie en liberté et que leur enfant ne leur soit pas systématiquement enlevé.

liste des revendications n'étant pas exhaustive, nous convions les autorités élues du 10 mai à l'ouverture d'un véritable dialogue. Par ailleurs, nous sommes déterminés à ne pas tomber dans les provocations d'une AP décidée coûte que coûte à conserver ses privilèges et ses prérogatives, conscients ainsi de préserver toutes les chances d'un changement durable

Notre conclusion sera brève et rejoindra les termes de notre confiance initiale. Il importe de dresser un constat d'évidence: nul ne peut ignorer désormais les intolérables mutilations dont sont victimes les prisonniers (eres) (Voir les greves de la faim, les suicides en nombres croissants). Effets constituant à eux seuls d'impardonnables manquements aux droits de l'homme et du citoven. Le prisonnier est certes privé de liberté mais non d'avenir au sein d'une société socialiste digne de ce

> Le 15/4/82. La Santé. Comité Inter-Détenus

LA SANTÉ: UNE LETTRE DU MLRI SUR LE CID

UJOURD'HUI encore nos destinées sont régies par la Sainte Trinité Police-A.P.-Justice Ce triumvirat à l'abri du changement constitue les gardes-fous de notre société de classe!

Nous sommes prisonniers, en cela nous participons d'aucune façon aux illusions de l'Etat «prodistillées par les

A l'égard du pouvor socialiste, nous entretenons une méfiance naturelle. Aussi, est-il raisonnable de notre part, de ne faire allégeance à aucun parti, à aucune politique. Notre propos est davantage d'éroder les 3 pou-voirs absolus qui gouvernent notre vie que d'aménager l'enfer-mement toujours plus féroce dans sa modernité. Il est clair pour nous, que la prison quatre étoiles, quand bien même le pouvoir bourgeois y serait installé, ne nous intéresse peu ou prou La privation de liberté, essence de la pénitence, démeure pour beaucoup d'entre nous, insup-portable en son principe et a fortiori dans son application actuelle.

Si les communiqués du CID de la Santé tendant à épauler les réformes lénitives de Badinter paraissent timides, modérés vore contradictoires, au regard de contradictories, au regard de notre révolte initiale, ils sont le fait, des déséspérantes condi-tions, de l'état d'abandon, d'ex-trême solitude affligés aux hommes et femmes détenus. Dans une telle misère, le moindre avantage, la moindre miette arrachés ou concédé apparaissent comme une embellie. Ephémère soulagement certes, mais non négligeable en milieu carcéral. Nous préférions de loin faire entendre à l'opinion crédule, sujette au frisson bien connu, que la prison est au mieux; un pénérateur criminel. On ne condamne pas impunèment à la réclusion un indivint par la la réclusion par la réclusion de la réclusion réclusion un individu sans porter préjudice à l'ensemble de l'édi fice social.

La prison n'a pas été de tout temps et ne sera pas de toute éternité. Elle est né dans un contexte historique précis. Son rôle est de perpétuer, outre les servitudes économiques, les unités de domination sociale. Elle provoque un climat pathogène

favorable à la survie du modèle capitaliste.

Contrainte jour après jour, à l'évidence de l'oppression, nous refuson la béatitude, le calme des cellules préconisé par le ministre des prisons. Nous repoussons de plus en plus loin les frontières de l'intolérable. La prison doit être jetée hors des cerveaux, hors des villes, hors des campagnes.

Dans le domaine criminel des libertés, nous sommes des maximalistes, nous la payons assez chère pour en être économe. Dépouillés des artifices de l'idéologie, nous attacherons plus d'importance à la conscience individuelle, à la résistance collective qui président à la nais-sance d'une force, plutôt qu'à tel instrument pseudo-émancipateur tel syndicat qui à la longue par sa bureaucratie inhérente, ren-force l'arsenal coercitif et perdure l'idée de la réclusion (voir le système des prévots aux USA).

Nous appeions les camarades du dehors à soutenir notre résistance et à coordonner les esprits libres qui d'ici invite à la révolte et à la subversion libertaire.

Tout volontaire se portant spontanément sur le front de nos ruttes et les barricades de nos désirs est investi sur le champs porte-parole de nos souffrances.

CONNAITRE L'ENNEMI AFIN DE MIEUX LE COMBATTRE

Pour être un outil de combat, *Rebelles* doit être un lien entre les prisonniers, un espace d'échange et de confrontation. Pour cette raison le courrier des lecteurs a la plus grande importance. Mais jamais *Rebelles* ne sera *Libération*, c'est-à-dire un lieu où les taulards sont systématiquement décrits comme minables, paumés et pleurnicheurs, car, comme son nom l'indique, *Rebelles* veut être le journal de ceux qui résistent et se battent. Cela signifie que nous publierons chaque lettre qui présentera des informations utiles à tous ou qui proposera des éléments de débat et de réflexion.

EBELLES a déjà reçu beaucoup de lettres, malgré une diffusion encore bien insuffisante du journal, c'est très encourageant et il faut que ce mouvement s'amplifie afin que Rebelles reçoive un maximum d'information sur tout ce qui se passe dans les taules: les luttes, les resistances (des plus importantes aux plus petites et quotiennes), les répressions (faire connaître les noms et les pratiques des responsables répressifs!), les changements dans les locaux et dans les fonctionnements. Pour que tout se sache, que chacun écrive, fasse part à tous de ses réflexions et informations. Et qu'ainsi dans chaque prison apparaissent de multiples correspondants de Rebelles qui deviendra alors effectivement un instrument de connaissance collective, donc de lutte efficace.

Trois lettres

Aujour'hui Rebelles a regroupé trois lettres de prisonniers pré-sentant en commun le fait d'aborder un même thème: les études en prison. Quelques com-mentaires nous semblent utiles **Bernard** pense que par la «lutte ouverte» il n'aurait peut-être pas pu obtenir la possibilité de suivre des études; c'est possible mais pas évident car il faut toujours se souvenir que les seuls changements importants dans les pri-sons ont à chaque fois été obtenus par la lutte des prisonobtenus par la **lutte** des prison-niers. Les mutineries, les révoltes, les grèves, les mouve-ments revendicatifs, violents ou pacifiques, ont toujours été nécessaires pour obtenir quelques améliorations de la condi-tion carcérale, étant bien entendu que ces mouvements ne trouvent leur efficacité que lorsqu'ils traduisent une véritable organisation des prisonniers, coordination qui est la seule facon de faire de la solidarité autre chose qu'un vain mot.

Et parler de wiolence» ne suffit pas. Il y a toutes sortes de violences: légitime, injuste, la violence de ceux qui doivent conquérir leur liberté et la violence de ceux qui oppriment, la violence révolutionnaire et la brutalité des exploiteurs, la juste violence de l'Histoire où s'accouchent les futurs de liberté, la barbarie de ceux qui s'accrochent desépérément à leurs privilèges

de gavés. Non! Ce n'est vraiment pas de la même «violence» dont il s'agit lorsque des fils d'ouvriers refusent une vie d'exploités et prennent les armes pour voler les voleurs (les banques et les patrons) ou lorsque les chiens de garde de la bourgeoisie, les mercenaires policiers, fusillent un braqueur sur le pas d'une banque.

La plume et le fusil

Alors nous sommes bien d'accord avec **Bernard**, l'écriture, le discours, peuvent être de bonnes armes, mais elles ne sont effique lorque la pensée se transforme effectivement en force matérielle et pour cela il faut donc que le discours se prolonge dans l'action, que la plume se fasse fusil et que le fusil écrive sur les pages de la réalité la suite de l'histoire que la plume com-mença d'y graver. Le fusil n'est rien sans la plume et la plume n'est rien sans le fusil, les deux sont très étroitement complé-mentaires et doivent mutuellement se soutenir, c'est dans cette complémentarité, dans cet accord intime de la plume et du fusil, que la pensée devient une force concrète et collective. Et lorque nous disons «fusil» c'est, bien entendu, de l'arme à feu dont il s'agit mais c'est peut-être plus encore de tout ce qui nous rendra forts: l'organisation, la lutte persévérante, la recherche de l'unité, la solidarité dans l'action. la coordination patiente et systématique, le combat perma-nent et, surtout collectif. Car, il ne faut jamais oublier que s'il y a 36.000 prisonniers, en face l'ennemi n'est qu'une poignée, de la même façon que le prolétariat constitue l'immense majorité face à une infime minorité d'exploiteurs. Nous pouvons être les plus forts, nous le serons et nous savons pouvoir partager l'optimisme fondamental dont Alain de Fresnes nous fait part dans sa lettre: nous nous emparerons des moyens de notre puissance et par la victoire nous saurons forger un monde à l'image de



nos rèves, ces rèves qui s'imagent parfois sur les murs d'angoisse de nos cellules en chevaux, crinières au vent, en libres voilliers, en tendresse d'un regard aimé qu'ils nous ont confisqué.

Connaître pour transformer

Donc, oui aux études comme en parle Alain, c'est-à-dire pour s'armer afin de mieux lutter. Connaître l'ennemi, connaître sa science, connaître ses fonctionnements, afin de mieux savoir le combattre. D'ailleurs pour transformer le monde il faut le connaître, tout autant qu'il faut transformer la réalité pour la comprendre. Etudier, pour connaître l'histoire et les expériences, les victoires comme les défaites de ceux qui ont lutté tout au long de l'histoire pour la liberation de l'humanité de l'exploitation et de l'oppression. Apprendre la science de la lutte pas seulement dans les livres mais aussi et surtout par la participation à cette lutte.

Etudier fait partie du combat libérateur, car c'est nécessaire afin que l'ennemi ne conserve pas le monopole de la connaissance puisque de cette science, de ces techniques, il fait un instrument de domination contre nous; étudier c'est aussi nécessaire car l'insurrection est une science, il faut en effet que l'organisation, l'agitation, la coordination clandestine et le combat soient menées minutieusement et scientifiquement

Le piège de la «réinsertion»

Cependant, il est bien évident qu'actuellement les études peuvent être utilisées par l'AP contre les prisonniers: lorsqu'il y a un quartier étudiant, son accès es souvent lié à tout un chantage, au plus petit problème d'insoumission on est menaçé d'en être transféré. L'AP accompagne (grâces supplémentaires et quelques autres avantages) le fait de faire des études d'un certain nombre de petits privilèges, ce qui contribue certainement à favoriser la division entre les prisonniers qui sont déjà trop compartimentés par toute une série de statuts ou de situations différentes. De plus, les études sont souvent pour l'AP l'occasion de faire briller le mythe de la réinsertion, donc de créer des illusions chez les détenus. En effet, la crise économique frappe d'abord les prolétaires, mais il faut reconnaître que bien des petits bourgeois faisant des études rencontrent également des difficultés pour trouver un emploi malgré leurs diplômes, alors on peut facilement imaginer ce qu'il advient des chances de «réinsertion» d'un prisonnier, même diplômé! Faire des études pour se cultiver, pour augmenter

ses connaissances et donc mieux se battre, est une très bonne chose, mais il n'est pas facile de lier celà à la notion de «réinsertion» car les études en soi ne peuvent pas mener à grand'chose si elles ne sont pas mises au service de la révolte: soit on n'utilise pas professionnellement les études universitaires, soit on les utilise mais alors on devient un cadre, quelqu'un qui est chargé d'assurer le fonctionnement du système en organisant la discipline des opprimés et en faisant marcher les mécanismes de l'exploitation, c'est-à-dire quelqu'un qui est

dans le camp de l'ennemi, dans le camp de la bourgeoisie.

Le débat reste ouvert et on en reparlera, mais en attendant il faut lire le texte suivant, qui parle de la restructuration du quartier étudiant de Fresnes et denonce la fonction que le pouvoir veut faire remplir aux études en prison, ce texte montre bien les pièges dans lesquels les prisonniers doivent veiller à ne pas tomber même si le fait d'étudier est bien évidemment une chose très positive pour les prisonniers, prisonniers qui devraient d'ailleurs être tous les prisonniers sans exception.

"VOLONTÉ" INDIVIDUELLE OU "LUTTE OUVERTE" ?

«Salut à vous Rebelles

Al entendu votre interview sur *Radio lvre* et puisque vous avez bien voulu donner votre adresse afin de nous permettre d'avoir votre journal, je m'empresse de venir m'inscrire au nombre de vos futurs lecteurs. Ce sera donc avec un immense plaisir que je recevrai *Rebelles*; d'autant que je n'ai pas très bien entendu ce que vous disiez sur l'antenne, ne disposant que d'un recepteur radio fort modeste sur lequel j'ai beaucoup de difficul-tés à capter les radios libres en dehors de *RFM* et *Nord Essone*. Ce n'est pas de sa faute à ce pauvre vieux compagnon, mais il est rafistole de tant de bouts de fils que je me demande par quel miracle il ne m'a pas abandonné, ce dont je le remercie, car sans lui je me sentirais bien malheureux; bien que dans ce monde reux, bien que dans ce monde carcéral je sois parmi les privilé-giés, puisque j'ai pu obtenir l'ac-cès au quartier étudiant de la M.A. de Fresnes depuis 20 mois (je suis incarcéré depuis 4 ans et passe aux assises le mois

«J'ai commence par la préparation au BEPC et cette année je présente l'examen d'entrée à l'université et le bac A4. C'est un grand privilège quand comme moi on est DPS; il m'a fallu une une énorme patience et beaucoup de travail (je n'avais qu'un CEP passé en 59). J'y suis parvenu à force de volonté beaucoup plus que par la lutte ouverte, ce qui dans certains cas n'est pas la bonne solution. Pourquoi ? Il me semble que lutte ouverte = guerre = violence = ce pourquoi la plupart d'entre nous sommes là enfermés (pour ma part braquage). Donc si j'avais employé ce mode de lutte, ce que je n'ai pas manqué de faire au début, que serait-il arrivé? Tout simplement je n'aurais jamais obtenu de pouvoir accèder à des études dans des conditions où cela m'est permis auiourd'ui.

«Que déduire de cela ?

«Je crois très sincèrement que lorsque j'ai décidé de sortir de cette merde que les gens bien éduquès appellent délinquance. violence et tout ce que vous vourez; ce jour j'avais fait un grand pas en avant; j'avais compris que si je devais me battre ce ne devait pas être à coup de poings ou de pieds mais avec du papier et une plume. Cela était merveileux dans ma petite tete mais il va falloir que je fasse un sacré bout de chemin avec mon papier et ma plume. Car si je savais écrire 10 mots sur ma feuille de «paplard», dans ces dix mots il y avait au moins autant de fautes et à 34 piges (ce que j'avais lorsque je décidai de ce coup de dorce), inutile de vous dire que du courage il en fallait. Aujourd'hui je devrais sans doute être fer de pouvoir vous écrire cette lettre avec autant de facilité et, je l'espère, pas trop de fautes (car je sais que j'en fais encore). Eh bien non ! je ne le suis pas, car ce dont je suis capable, nous devrions tous pouvoir le faire.

«Bien sûr il est merveilleux que quelques uns comme moi puis-sent avoir eu le privilège d'accéder à ce savoir si minime et si modeste soit-il. Mais ce qui est important c'est que demain tous sans exception puissent y accéder et que cela ne soit plus le privilège de quelques détenus. Un pourcentage impressionnant de détenus est encore analphabète (58 % je crois), peu ont une formation professionnelle. Il est vrai que les parloirs sont aussi une autre chose absolument indispensable (je parle bien entendu des parloirs rapprochés). J'entendais Madame Maurice qui parlait de l'inhumain des parloirs actuels. Il me semble et c'est l'avis de nombreux détenus que des parloirs humains et un possible accès au savoir, soit par les études soit par une formation professionnelle, sont les deux choses plus urgentes.

"Je ne vais pas profiter d'avantage de votre temps, à vous qui me lirez je dis simplement merci de le faire, avec l'espoir de recevoir bientôt votre journal, merci ençore."

Bernard

La lettre du Collectif des Prisonniers de Fresnes

GEISMAR TIENT LA CAROTTE, ET KLEIN LE BATON

certain nombre de détenus affectés au centre scolaire de la prison de Fresnes, ont été récemment et officieusement (!)informés de ce que Monsieur Alain Geismar (1), responsable de la section d'enseignement aux étudiants empêchés de l'Université de Paris-7, avait en accord (et en bonne camaraderie avec les ronds-de-cuir de l'Administation Pénitentiaire et de la Chancellerie, et sans consulter les détenus, **seuls** intéressés (selon les meilleures conceptions du parti (2) tardo-Léniniste), mis au point un projet de création d'un Centre universitaire dans les locaux annexes de la prison de Fresnes (au CNO ou dans l'ancien quartier des

«Cet «îlot universitaire», com plètement isolé au sein du vaste complexe des prisons de Fresnes du reste de la détention, comprendrait à peu près 120 cellules et pourrait accueillir envi-ron 150 détenus preparant leur entree en Université ou bien dela inscrits dans le premier cycle universitaire.

«Bien entendu, ces détenus bénéfieraient des facilités «nécesaires» à la bonne poursuite de leurs études (et les autres?):

- 1º Le régime en vigueur dans les centres de détention et des conditions de vie un peu moins inhu-maines: sports, parloirs rapprochés, matons moins hargneux, etc.
- 2º Les visites régulières de nombreux professeurs de Paris-7, certains affectés au Centre en permanence.
- 3º Un important matériel de travail (bibliothèque universitaire, ordinateurs, etc.)
- 4º La grosse carotte repréd'obtenir trois mois de grâce supplémentaires pour chaque année d'étu-de estimée (par l'AP) réussie.
- 5° L'éventuel octroi de bourses aux détenus-étudiants «nécessiteux» (les collabos).
- 6° La création d'un bureau de placement pour les étu-diants méritants de faire réinsérer.
- 7° Enfin une tranquillité relative puisque le bâtiment serait à l'abri des nuisances provoquées par les 2000 autres détenus de Fresnes, sales, méchants, bruyants et ignares, tout juste bons à lire S.A.S. et à être entassés par trois dans des cellules.

«Evidemment, selon Alain Geismerde , seuls les «volon-taires» auraient accès à ce centre offrant aux prévenus la «garantie» de ne pas être tranférés en cours d'année universi-

«Nous ne doutons pas du succès d'une telle entreprise car pour obtenir l'approbation de la Chancellerie et surtout de l'AP, ce projet doit être forcément valable! Mais pour qui ?

«Geismar est-il débile ou maton (plus probable) à ce point pour ne pas s'apercevoir qu'il est en train de reproduire en pire cette fumisterie de «Quartier Etudiant» qui existe déjà dans la 3º division nord de Fresnes ?

«En effet, depuis quelques années, un effectif tournant (c'est-à-dire des «volontaires-choisis pour leur docilité et renvoyés avec perte et fracas à l'en-fer de la division, parfois via le mitard, au moindre rapport) de 120 à 150 détenus sont autorisés à suivre des études depuis l'alphabétisation jusqu'au cycle universitaire. Des profs et des

«Tout ce que propose de faire cette crapule immonde de Geismard, c'est de renover cette vitrine ou d'en fabriquer une autre plus éclatante encore dans un autre endroit de la prisor Peu lui importe le sort des 2.000 autres taulards de Fresnes confinés 22 heures sur 24 dans leur cellule ou contraint, pour une centaine de francs par mois, de s'abrutir 8 heures par jour dans des ateliers-galères. Euxaussi pourtant aimeraient avoir la possibilité de s'instruire...

«Mais non, ce qui intéresse Geismerde et l'AP et la Chancel-lerie, c'est l'élite, la crème des taulards. Sachant que 95% de la population pénale n'a pas le niveau du certificat d'études, ils préfèrent trier parmi les 5% restants et regrouper les «meil-leurs», les plus «fiables» dans une petite prison-modèle. Les statistiques de réinsertion seront tout à fait présentables à l'opinion publique et ça coûtera moins cher qu'une réforme générale, structurelle et fonda-mentale du système carcéral. Ainsi tout le monde sera content. on montrera au public que non seulement on améliore les conditions de détention des taulards mais de surcroît on en fait intellectuels. Bravo Geismard

«Et il est persuadé (c'est ce qu'il essaie de nous faire croire) de bien faire, le brave petit gros! Il prétend qu'un tel centre c'est une petite bulle d'air dans la pri-

«Geismar tiendra la carotte, et Klein le bâton. Le prolétariat saura reconnaître ses ennemis et saura reconnante ses conscient prendre les décisions qui s'impo-

Collectif des prisonniers de Fresnes

Note de la rédaction

(1) Monsieur Alain Geismar. professeur et chargé de fonctions adminsitratives de direc-tion à l'Université de Paris-7 (Jussieu) est donc un cadre supérieur de l'appareil d'Etat. Pour apprécier comme il se doit cette réussite sociale et donc mieux juger cet individu, il convient de rappeler que Geis-mar est connu comme un des dirigeants étudiants de Mai 68 puisqu'il fut un dirigeant maoïste, se prétendant révolutionnaire jusqu'à écrire un ouvrage (en compagnie de serge July, autre valet de la Cour de la

bourgeoisie, aujourd'hui célèbre directeur de *Libération*) intitulé «Vers la guerre civile». Ce qui ne manque pas d'humour lorsqu'on sait que le sieur Geismar a suffisamment retourné sa veste pour être maintenant un des écrivains de droite les plus hystérique-ment contre-révolutionnaire, spécialiste de l'anti-guerilla et de l'anti-communisme le plus primaire. Le rôle de maton de Geismar, décrit dans cette lettre, n'est donc pas étonnant.

(2) Les camarades détenus qui nous ont parvenir ce texte font ici allusion au marxismeieninisme. Nous tenons cepen-dant à préciser que Monsieur Geismar, étant anti-communiste, n'a rien à voir avec le marxismeléninisme et que la responsabilité de Rebelles n'est pas engagée par le contenu des let-tres de ses lecteurs. Rebelles regroupe des camarades aux sensibilités diversifiées, par sensitifies diversitiees, par conséquent l'opinion des auteurs de ce texte sur le marxisme-léninisme ne concer-nent qu'eux et non l'ensemble du Collectif Rebelles.

La lettre d'Alain

L'IGNORANCE FAVORISE LE DESPOTISME

«Bonjour

ONCERNÉ par l'injustice permanente monde, révolté par démagogie des gouvernements et écœuré par l'opportunisme des syndicats, j'ai décidé d'engager un combat permanent contre injustice, l'inégalité et l'avilissement des classes défavorisées.

«Je me sens anarchiste, dans sens que je refuse l'autorité de et revendique l'initiative individuelle, en fait je suis pour une société d'un désordre

ordonné. «Je ne suis pas un rêveur, sachant que je verrai jamais une telle société, le monde a trop de choses à apprendre et entre autre il n'est pas encore prêt à devenir pleinement responsable de son état; mais je suis profon-dément persuadé que c'est le futur du futur, et qu'un jour tout le monde aura compris que cha-cun de nous est un être exceptionnel et par conséquent le respect sera de rigueur pour soimême, donc pour autrui..

«Le monde des prisons, je le connais, je l'ai analysé et je l'analyse encore. Mon «cas», c'en est un parmi des millions d'autres, enfance malheureuse, adoles-cence passée en foyer pour jeunes délinquants, la prison dès l'âge de 16 ans, remise en foyer. fugues, récidives et redétentions j'ai maintenant 22 ans. Lá où je me détâche de la majorité des «délinquants», c'est que je refuse de devenir un de ceux qui exploite et je ne hais pas. Aussi monstrueux que cela puisse paraître, c'est qu'en prison le comportement des détenus euxmêmes favorise l'attitude ordu-rière des surveillants, dans le sens qu'ils agissent similaire-ment à eux: ségrégationnisme,

machisme, égoïsme etc. Bien entendu majorité ne signifie pas absolu, par conséquent tous ne se conduisent pas

«Pour le moment, d'ailleurs depuis très peu de temps et après une persévérance qui dure huit mois, je suis accepté dans l'enceinte du quartier étudiant de cette maison d'arrêt. Je prépare le bac et une capacité en Droit je peux dire que je suis un des privilégiés car le quartier étu-diant est dit le quartier élite de Fresnes. Mais malgré cela je n'oublie pas, loin de là, les autres; ceux qui souffrent en per-manence de la promiscuité ou au contraire de l'isolement complet

Je crois que la meilleure façon de lutter (en tout cas c'est celle que je favorise) est la révolution permanente, refuser de tomber dans la facilité, refuser l'opportu-nisme dans les rapports avec les surveillants et surtout refuser de se laisser happer dans le sys-tème bourgeois. Je sais que c'est difficile, surtout quand on est detenu, mais on ne peut banir l'exploitation si on envie ceux qui l'exploitation si on envie ceux qui exploitent. Si je pouvais me per-mettre de donner mon opinion sur comment lutter, je dirais: «Etudiez!», «L'opinion est fondée sur l'ignorance et l'ignorance favorise le despotisme»; je sais, je le répète, je suis un privilégie dans le sens que j'ai la chance d'être dans un quartier étudiant où des professeurs nous aident, mais ce ne fut pas pour ma part toujours le cas.

«Voilà, je vous remercie de m'avoir accordé votre attention, en espérant que ma lettre vous sera parvenue. Je désire recevoir si possible votre journal. Toute

étudiants bénévoles, du groupe AUXILIA et du GENEPI, et rénumérés, employés par l'AP ou venant de Paris-7, viennent à peu près régulièrement donner des cours à ces 150 petits veinards triés sur le volet par le dirlo. Ces étudiants par de publications étudiants ont de plus l'incommensurable privilège de faire du sport trois fois par semaine et d'assister de temps en temps à une conférence, ce Quartier Etudiant donne bonne conscience à tout le monde et sert de vitrine à la prison. Il ne se passe pas deux semaines sans qu'un groupe de connards en costards trois pièces, guidé par un maton-dirlo, ne viennent visiter les

son et espère qu'il s'en créera autant qu'il y a d'universités proches d'une prison. Mais ça la fout mal pour un physicien de ne pas savoir que l'air est compressible et, que cet air, ceux qui le respirent seront ceux qui en ont le moins besoin ou, en tout cas pas plus que ceux qui n'y auront pas droit

«Au lieu d'œuvrer à l'extension de la scolarisation à toutes les catégories de détenus. Geismai poursuit la politique de l'AP: il compartimente. RTL, pour une fois, n'avait pas tort de la soup conner de revêtir l'uniforme des matons. Il est en passe de devenir un des collaborateurs de Klein, chef-bourreau de Fresnes.

ma sympathie

CHAQUE EXIGENCE NOUS DEVRONS L'IMPOSER

Nous publions ci-dessous quelques courts extraits de la plateforme de la Coordination des Femmes et Familles de Prisonniers parce que la création de cette coordination nous paraît extrémement importante du fait qu'elle est directement et réellement liée aux prisonniers qu'elle traduit un mouvement et une volonté de lutte et n'a rien à voir avec une institution; et du fait qu'elle veut organiser la solidarité avec les détenus.

LLE est importante aussi parce qu'elle montre que la prison n'est pas seulement l'enfermement des individus jugés dangereux, bannis de la société, mais que c'est aussi souvent la privation des moyens d'existence qui est faîte aux familles qui dépendent de ces prisonniers.

La plateforme met donc aussi le doigt sur la condamnation de ces derniers:

ces derniers.

La CFFP a pour but de dénoncer les condamnations auxquelles elles sont arbitrairement soumises, de montrer clairement l'indifférence de la société toute entière face aux problèmes multiples auxquels sont confrontès journellement les proches de détenus: de revendiquer l'application élémentaire des principes des droits de l'homme dans les relations des détenus—familles , ainsi que la mise en œuvre de réformes tendant à restaurer le droit à la dignité et au respect pour chacune des parties concernées par la détention.

La CFFP revendique et propose: Il est indispensable que soit repensé le principe du parloir tout entier. Il faut supprimer la vitre qui interdit tout contact humain. Il faut aménager les parloirs de telle sorte que 4 ou 5 personnes ne soient pas compressées dans un réduit ridicule où il n'est prévu qu'un siège ou deux. Il faut que les détenus incarcérés en Centrale soient transférés impérativement dan un lieu le plus proche possible de la résidence familiale. Il faut que l'épouse ou la familie soient prévenues immédiatement en cas d'accident ou de maladie grave du détenu et que les proches soient informés des soins subis et de l'évolution de la maladie du détenu. On doit rétablir le parloir et la correspondance pour le détenu qui se trouve au mitard. La famille reste trouve au mitard. La famille reste parfois plusieurs semaines sans aucune nouvelle et sans qu'on l'informe des raisons qui justifient la punition du prisonnier. Il faut qu'une aide financière soit accordée aux familles qui se retrouvent du jour au lendemain



dans de graves difficultés. Il faut encourager les initiatives et les informations qui pousseront la collectivité à ressentir la réalité de l'ensemble des problémes carcéraux, encourager une meilleure écoute et favoriser une plus grande solidarité.»

Nous tenons donc à nous solidariser entièrement avec cette coordination dans le sens où elle reprend les revendications immédiates des prisonniers en général, au cours des luttes qu'ils ont menées et méneront.

Il est essentiel à l'heure actuelle de ré-apprendre à lutter collectivement. Et celà d'autant que maintenant plus un seul détenu ne peut être pris au piége des mensonges et illusions des socialistes ayant vérifié directement sur le terrain leurs limites et leur faussetés.

Dans sa plateforme. la CFFP nous semble cependant accorder beaucoup trop de crédit à la social-democratie.

Tout ce que nous gagnerons, nous l'obtiendrons non pas en le demandant au gouvernement (on pourrait attendre longtemps!) mais en lui imposant par notre volonté et notre détermination. Et surtout par notre capacité à nous organiser efficacement et à coordonner les luttes de l'intérieur avec l'extérieur.

Et celà d'autant plus qu'il est facile au pouvoir de concéder quelques miettes afin de désamorcer tout un mouvement (ex. Clairvaux).

Il demeure que si on ne se pose pas clairement nos exigences, quelques unes pourront peut être bénéficier d'aménagements, mais qu'il y aura toujours des O.H.S (rebaptisés Q.I.C), sections d'isolement ou autres appellations pour mâter les rebelles.

En aucune façon, nous ne demandons donc des aménagements, ce qui supposerait que l'on compte sur un prétendu humanisme bourgeois ou encore plus prétendus droits de l'homme.

Pour nous la prison n'est pas un élément dissocié de la répression et de l'exploitation. A travers des luttes sectorielles ou ponctuelles ce qu'il faut viser c'est une lutte plus globale qui remette fondamentalement en cause la société de classe.

Il y a nécessité absolue à comprendre celà car il ne dépend que de nous de dire et réaliser: «Ce que nous voulons, c'est une société sans prisons et sans classes».

Pour tout contact avec la Coordination des Femmes et Familles des Prisonniers: 153, Bd Ney. 75018 Paris A propos de la campagne "anti-terroriste"

CONTRE LA PRESSE AUX ORDRES

Le gouvernement PS-PC est de plus en plus démasqué, il apparaît toujours davantage pour ce qu'il est: le gestionnaire que la bourgeoisie a placé au pouvoir en pensant qu'il défendrait plus efficacement ses intérêts que les giscardiens qui ne pouvaient s'appuyer que sur des forces politiques trop réduites.

ALHEUREUSEMENT pour le capitalisme ses contradictions n'ont que faire de la couleur, blanche ou des clowns du gouvernement en place. La crise économique due au capitalisme s'accentue le chômage et l'inflation continuent de grimper, et face à cela le ras-le-bol s'amplifie, la colère gronde dans les usines, les prisons et les quartiers, les gouver-nants ne trouvent alors d'autres réponses que la répression, l'ac-croissement des effectifs poli-ciers, l'ilotage, la mise en service de nouveaux armements... Un des instruments majeurs de la prévention contre-révolutionnaire est alors la manipulation de l'opinion, l'intoxication, la pratique de l'amalgame, l'emploi de la calomnie... Voilà qui explique l'ampleur de l'actuelle campagne «anti-terroriste». D'une part les mercenaires du gouvernement traquent les militants révolution naires, cherchent à empêcher les prisonniers de s'exprimer et s'organiser en attaquant la diffu-sion de *Rebelles*: à la porte de La Santé, sept camarades diffusant Rebelles dans les files d'attente du parloir sont embarqués par les flics du 14° arrondissement et doivent passer une demie-journée au commissariat, une camarade a même été suivie dans tout le métro pour être arrêtée à la sortie et passer la nuit entière au poste. A la gare Mont-parnasse, les diffuseurs de Rebelles sont attaqués par des flics en civil qui sont heureuse ment repoussés par la mobilisation spontanée des passants se regroupant autour des camarades. Dans les prisons Rebelles est saisi par les sbires de l'AP. Rebelles fait donc peur aux oppresseurs, tant mieux, c'est la preuve qu'il est une arme effi-cace aux mains de prolétaires et c'est donc un encouragement.

Mais Rebelles ne fait pas peur qu'aux porcs de l'Etat. Libération, sous la plume d'un dénommé Gilles Millet, parle de Rebelles comme d'un journal «inquiétant» et «violent». C'est logique, les gauchistes repentis de Libération, ces parasites zélés de la social-démocratie, ont occupé une place de choix dans le chœur de la presse réactionnaire pour calomnier les révolutionnaires qui ont choisi la guérilla.

C'est dans Libération que la propagande sioniste calomnie la résistance palestinienne et les combattants révolutionnaires internationalistes en amalgamant l'exécution du militaire sioniste Yacov Abrasimantov, attaché de l'Ambassade d'Israél à Paris, avec l'affaire peu claire du Capitole.

C'est dans Libération que l'agent réactionnaire Jean-Marcel Bourguereau craint si peu le ridicule qu'il annonce (une fois de plus) la fin des Brigades Rouges, continuant ainsi son sale travail d'intox au service des flics comme il le faisait déjà contre la Fraction Armée Rouge.

C'est dans Libération que Gilles Millet se livre à ses insi-nuations contre les camarades d'Action Directe et contre Rebelles que par ses amalgames pourris il souhaite ainsi désigner à une répression accrue. C'est dans *Libération* que les prison-niers les plus offensifs sont systématiquement censurés parce que les intellectuels bourgeois vendus de ce torchon veulent donner des prisonniers une image totalement misérabiliste, débile et perverse. Pourquoi Libération cherche-t-il donc à en faire plus enore que la presse d'extrême-droite dans l'attaque contre la guérilla, dans l'anticommunisme obsessionnel, dans le sionisme militant, dans la contre-révolution? Peut-être bien pour camoufler la mauvaise conscience de ces anciens gauchistes bourgeois de directeurs et journaleux. Possible, quoiqu'il en soit ce journal commence à exéder singulièrement ceux qui se battent, ceux qui ne rampent pas aux pieds du nouveau gouvernement impérialiste, ceux qui ayant ou non choisi la voie des armes luttet pour la révolution Alors souhaitons ensemble que Libération fasse un effort pour devenir raisonnable car autrement il est à craindre que la colère des prolétaires finissent par s'exprimer autrement que sur du papier



10

POUR QUE CELA NE RECOMMENCE PAS!

Le 22 février 1974, un jeune détenu, Patrick Mirval mourait à Fleury-Mérogis. Il avait été arrêté un mois plus tôt parce qu'il avait été trouvé en possession de dix pièces de 5 francs dans le R.E.R.

Pendant quelques jours, la direction de la prison voulut faire croire à un suicide. En réalité Patrick Mirval était mort pendant son transfert du Centre de Jeunes Détenus au quartier disciplinaire.

Mais deux ans d'instruction ont permis à un magistrat tenace et à des experts inventifs de construire un récit fictif qui se termine par un non-lieu: pour la justice, il s'agit d'un accident!

La vérité est travestie. La volonté du secret, rempart de tous les arbitraires et des systèmes totalitaires a imposé sa loi.

La mort de Patrick Mirval demeure inacceptable.

Pour que le mensonge ne continue pas de l'emporter, pour que l'arbitraire et le secret ne soient plus à la base du fonctionnement de l'institution pénitentiaire, nous demandons que le dossier soit rouvert et que toute la lumière soit faite.

Pour que cela ne recommence pas.

LETTRE DE MADAME MIRVAL A MITTERRAND

Monsieur le Président

ON fils Patrick MIRVAL est mort dans les conditions les plus suspectes le 22 février 1974 à la prison de Fleury-Mérogis durant son transfert au *emitarde*.

Lorsque la modeste citovenne que je suis, mère accablée par la mort de son fils s'est adressée au Secrétariat à la Condition Pénitentiaire, par une lettre du 25 juin i'espérais que, par condition de femme et de mère et par sa fonction de Secrétaire d'Etat à la Condition Péniten-tiaire, Madame Dhorlac aurait pesé d'un grand poids dans la découverte de la vérité; mais je n'ai jamais eu de réponse. Il m'a été douloureux alors de me rendre à l'évidence et de constater l'indifférence de ceux qui dirigeaient alors notre pays quant à la souffrance et au martyre que provoque la disparition brutale d'un fils de 20 ans innocent. Mais je n'ai cessé de me battre pour que la vérité éclate. Après la décision de non-lieu, j'ai fait appel Le non-lieu a été confirmé et j'a été condamnée à paver les frais du procès: j'étais sans doute coupable d'avoir trop insisté... J'ai aussi aidé autant que le l'ai pu Monsieur Bernard Cuau qui a écrit un livre sur la mort de mon fils et qui y a joint les pièces du

Depuis le 10 mai 1981, un nouvel espoir est né pour moi avec votre élection à la Présidence de la République. Déjà, la peine de mort a été abolie... Je n'ose donc croire que, comme Madame le Secrétaire d'Etat de votre prédé-

cesseur, vous négligerez de répondre à à une citoyenne en détresse, une citoyenne qui ne cesse de réclamer la justice dont vous avez tant parlé lors de votre campagne présidentielle. C'est pourquoi j'ai l'honneur de m'adresser directement à vous, Monsieur le Président.

Est-ce justice que d'arrêter un honorable et courageux travailleur sur une présomption des plus légères: un vol de cinquante francs.

Est-ce justice que de le garder derrière les barreaux alors que «son complice» est mis en liberté?

Est-ce justice que de martyriser un citoyen qui n'a réclamé que justice?

Le régime précédent n'a pas daigné me répondre. Cependant, je ne veux pas croire tout à fait que ce nouveau régime sera celui qui ne daignera pas me répondre.

Patrick avait contre lui sa jeunesse et sa condition d'immigré antillais. Patrick n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. En France, le «coup de poing» est plutôt réservé aux jeunes, aux immigrés, aux petits, aux défavorisés. En prison l'atrocité continue: ces jeunes, ces immigrés, ces vilains, il faut les mater. Ils sont nombreux en prison ces jeunes, ces immigrés, ces petits! Souvent, ils sont la pour rien, pour une peccadille. Ils sont nombreux à être victimes de l'atrocité carcérale. Malgré l'épaisseur des murs des inhumaines prisons françaises, j'arri-

vais à entendre le douloureux résonnement de leurs gémissements à travers les mots de la presse; mais, cette fois-ci, j'ai été frappée directement, et j'insiste; mon fils n'est qu'un cas parmi tant d'autres, et c'est cela qui est grave. C'est cette gravité que beaucoup de ceux qui décident devraient comprendre.

A son entrée en prison, mon fils était robuste et en parfaite santé. Après qu'on eut refusé sa mise en liberté provisoire, on décida de le mettre au cachot: en chemin, il trouva brusquement la mort. De tous les rapports, il ressort nettement que Patrick a eté martyrisé par deux surveillantschefs, et un premier surveillant. Mon fils a été victime d'un assassinat!

Comment peut-on mettre cela en doute quand on considère l'extrême multiplicité des ecchymoses et des lésions que portait le cadavre de mon fils: au crâne, aux bras, à la cagt thoracique, au cou et aux poumons. Sur le chemin du «mitard», mon fils a été sauvagement battu par des surveillants gradés cruels cest la

une pratique courante à la prison de Fleury-Mérogis, mais mon fils y a laissé la vie.

Tout laisse croire cependant que certains ont essayé d'enterrer avec Patrick cette affaire gênante pour eux. A propos d'une affaire si grave, pourquoi le juge d'instruction à-t-il refusé d'utiliser tous les moyens qui lui auraient permis d'arriver à la vérité? Pourquoi a-t-il systématiquement refusé d'entendre tous les témoins? Une bonne justice aurait voulu qu'il y ait aussitôt des inculpations: il y a des coupables. Mon fils ne s'est pas tué tout seul. Plus de cinq mois après l'assassinat, il n'y avait aucun inculpé. J'ai toujours considéré qu'en bonne justice il ne devait pas y avoir deux poids et deux mesures. L'on n'hésite pas tant pour inculper lorsqu'une administration n'est pas en cause. Un assassin est un assassin le peut y avoir d'intouchables dans ce domaine, sinon, cette justice dont on parle beaucoup ces jours-ci n'est qu'un vain mot.

La Justice, c'est ne pas avoir peur de la vérité, c'est le châtiment des coupables quels qui soient. C'est considérer la victime et sa famille. Voilà ce qu'une mère au cœur brise demande : est-ce demander l'impossible?

Cette justice que je réclame pour mon fils sera aussi une manifestation concréte de cette volonté d'humaniser les prisons de France. Elle sera aussi une démarcation d'avec cette justice de classe qui a cours aujourd'hui encore. En fait, Monsieur le Pré-

sident, mon cri n'est pas isolé : il y en a des milliers. L'affaire Patrick Mirval, c'est l'affaire des prisons, c'est l'affaire des jeunes, c'est l'affaire des immigrés, c'est l'affaire des travailleurs. C'est pourquoi il faut rendre une bonne justice. Patrick n'était pas un voyou, c'était un jeune travailleur immigré, c'était un bon fils, un fils qui m'aidait à élever décemment dans ce monde difficile ses fréres et ses sœurs. Porter dans son sein son enfant, l'aimer, l'élever, et voir qu'on l'assasine à vingt ans... Vous comprendrez, Monsieur le

Je me permets de compter sur vous et vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma haute considération et de mon profond

Madame Mirval

Copie à M.Badinter, Garde des sceaux

LIBERER TONDINI ET PONCET

EPUIS janvier 1981 deux camarades sont en prison, sans avoir bénéficié, comme cela eut été logique, de l'amnistie des prisonniers politiques. Prolétaires, d'usines en braquages et de braquages en usines, ces deux camarades ont achevé de renforcer au cours de longues années de prison leur conscience de classe prolétaire et leur engagement politique.

Trop solidaires de leurs frères de classe pour souhaiter de quel-conques privilèges. Gérard Tondini et Georges Poncet n'ont jamais demandé le "statut politique" malgré qu'ils aient été connus pour leurs liens militants avec les NAPAP et la mouvance révolutionnaire proche de ce groupe, et malgré qu'ils aient revendiqué le caractère militant du braquage qui leur est reproché.

Refusant toute division artificielle entre les prolétaires détenus, Georges et Gérard préfèrent se comporter effectivement en détenus révolutionnaires, donc «politiques», plutôt que de réclamer une quelconque reconnaissance politique de la part de l'Etat bourgeois que nous combattons et auquel nous dénions toute légitimité.

Cependant, puisqu'il y a eu amnistie nous ne devons pas accepter que certains militants en soient exclus — comme c'est déjà le cas pour René Bour des Matra — Tondini et Poncet ont effectué une expropriation prolétarienne contre une banque de Nanterre, ce type d'action était nécessaire au fonctionnement organisationnel du combat révolutionnaire anti-impérialiste auquel ces deux camarades participaient activement. Aussi nous devons soutenir le combat de Gérard et Georges, militants anti-impérialistes, contre la justice bourgeoise, pour l'application complète de la loi d'amnistie, pour leur libération.

(Le lure de Bernard Cuau-l'affaire Mirval-aux Presses d'Aujourd'hui, 26 rue de Condé Paris 6ème raconte toute l'affaire avec l'ensemble des pièces du dossier).



La reconstitution de la mort de P. Mirval, avec, dans des roles douteux, ses mators Banet et Builthors



POURQUOI UN TEL SILENCE SUR LA REPRESSION EN ALGERIE?

Lorsqu'on parle de l'Algérie, on pense tout de suite à la guerre de libération nationale, à ses positions «anti-impérialistes», au «socialisme» et à la «mobilisation du peuple contre le sous-développement». Aussi parler de répression en Algérie, provoque t-il des réactions d'étonnement, de doute: aucun journal n'en parle, très peu d'organisations politiques ou spécialisées sur la question n'en font état, alors même qu'elle est dénoncée, pour d'autres pays, en long, en large et en travers.

OURTANT, non seulement la répression n'est pas un phénomène nouveau en Algérie, mais elle est aussi le fait de tous les régimes qui se sont succédés depuis l'Indépendance: de Bella à Chadli, aujourd'hui.

Dès 1962 l'Armée des Frontières, restée loin des combats, organisée et surtout bien armée, a écrasé les armées de l'intérieur, qui avait supporté, avec les masses, tout le poids de la répression coloniale; une armée de 40.000 hommes bien nourris, face à des armées de wilaya durement éprouvées par les combat, comme par exemple la wilaya 3 (Kabylle) qui ne disposait que de 1.000 hommes. En

1963-64, le nouvel Etat indépendant n'a pas hésité à mater dans le sang les maquis qui se sont constitués en Kabylie et dans le Constantinois. Il faut dire qu'il a profité de la lassitude des masses qui ne voulaient pas d'une guerre civile, la lutte anticoloniale ayant coûté 1,5 millions de morts sur une population estimée à une dizaine de millions.

La mise au pas de l'UGTA

Aprés avoir écarté la résistance armée, l'Etat s'est attaché à mettre au pas l'UGTA (Union Générale des Travailleurs Algé-

riens), qui, malgré ses origines nationalistes était le seul pôle de regroupement des opposants. Au 1er Congrès de l'UGTA, une direction fantôche est parachutée grâce à la présence de flics déguisés en congressistes; au 2e Congrès, en 1965, tentative de vider l'UGTA de tout contenu revendicatif. Malgré la répression, les luttes continuent: résistances à la caporalisation de l'UGTA; occupation des terres coloniales par les ouvriers agricoles contre les convoitises de l'Armée et des gros propriétaires fonciers et que l'Etat a traités de «collaborateurs du colonialisme» sous prétexte qu'ils étaient employés par les colons.

C'est dire que l'intimidation et la calomnie ont de tout temps constitué l'arsenal d'accompa-gnement de la répression pour neutraliser ou discréditer toute velléité de résistance de la bourgeoisie. N'oublions pas que la Sécurité Militaire, qui existait bien avant l'Indépendance a été créée par l'état-major de l'Armée des frontières: elle est dirigée et encadrée par des officiers rompus au travail clandestin, dont certains parmi eux sont issus du réseau terroriste de la Fédération de France du FLN. Principal organe de la répression syndicale et politique, spécialiste en intox et en coups montés, la S.M. emploie des méthodes qui n'ont rien à envier à celles des services psychologiques de l'Armée coloniale.

Une répression plus systématique

Le régime issu du coup d'Etat de 1965 s'emploie à rassurer la bourgeoisie inquiétée par la démagogie et les louvoiements de Ben Bella: la dénationalisation des entreprises a été la première mesure du nouveau régime. La répression devient plus systématique: des militants syndicaux sont arrêtés, torturés, sans compter tous ceux qui se sont opposés au coup d'Etat. De 1967 à 1969, les effectifs syndicaux tombent de 250.000 à 150.000. Le régime poursuit ses opposants jusqu'à l'étranger: Khider est assassiné à Madrid en 1968; Krim Belkacem, un des chefs historiques de 1954, est assassiné à Frankfort en 1972.

Les tentatives de caporalisation du mouvement étudiant culminent en 1968: un décret du
FLN institue l'adhésion obligatoire aux structures qu'il
contrôle; les nervis du FLN font
la loi à l'Université. Après une
série de grèves, l'UNEA (Union
Nationale des Etudiants Algériens) est dissoute en 1970-71.

Ayant écarté toute opposition organisée, le pouvoir lance ses

projets économiques et toute une série de mesures démagogiques telles que «révolution agraire», «médecine gratuite» «gestion socialiste des entreprises» et destinés à tromper les masses. Ces mesures ont, en réalité, pour but de faire taire les masses et de les mobiliser pour les besoins du développemen capitaliste.

La reprise des luttes

Les luttes reprennent dès 1976: grève des étudiants de sociologie en raison de l'insuffisance des structures d'accueil; grève des étudiants de psychologie en avril 1977.

Au cours de l'été 1977, les dockers du port d'Alger organisent une grève en dehors des structures de l'UGTA et à l'insu des bureaucrates syndicaux: la première manifestation, depuis bien longtemps, a lieu à la Place du 1er Mai à Alger. La répression fait 3 morts; les dockers de Hambourg (RFA) ont fait une grève de solidarité.

Une cascade de grèves a suivi peu après à la R.S.T.A. (transports urbains d'Alger), à la S.N.T.F. (transports ferroviaires) à la S.N.I.C. (industries chimiques) et à la SONACOME (industries mécaniques).

La mort de Boumediène libère les luttes entre les clans de la bourgeoisie et donne l'illusion d'un changement par rapport à la période précédente. En fait, pour les masses la situation empire de plus en plus. Le pouvoir met en place des cellules du FLN dans les entreprises pur le flicage des travailleurs. Pour lutter contre l'absentéisme et contrecarrer les revendications des travailleurs et des militants de base de l'UGTA, le pouvoir lance une «opération d'assainissement». Cette opération a consisté à arrêter les chômeurs et les mettre dans des camps de travail sous prétexte de «délinquance», à discipliner la population avec tout ce que cela entraîne de contrôles d'identité, d'intimidation, de répression à l'égard des résistances. C'était fin 1979, début 1980.

Le Mouvement du printemps

L'année 1980 marque un tournant historique avec la naissance un «Mouvement du Printemps». Le 10 mars 1980, une conférence sur la poésie berbère ancienne, organisée par l'université de Tizi Ouzou est interdite par les autorités. Pour protester contre cette mesure, les étudiants organisent une manifestation à Tizi Ouzou le 11 mars, occupent les sièges du Darak El Watani (gendarmerie), de la police et du FLN. L'agitation gagne toute la région, la Petite Kabylie et a des répercussions à Alger. Les travailleurs de l'hôpital se mettent en grève pour exprimer leur solidarité. Les mots d'ordre étaient les suivants: «Halte à la répression culturelle» et «Nous en avons assez de l'injustice». Le 16 avril, c'est la grève générale en Kabylie. Le 20, les forces de l'ordre investissent, à l'aube, l'université de Tizi Ouzou et les étudiants sont sauvagement battus; ceux qui fuient sont pourchassés par les CNS (équivalent des CRS) et leurs chiens. Les travailleurs de la SONELEC, attaquès par les CNS, menacent de faire sauter la centrale électrique de l'usine.

L'ampleur et la brutalité de la répression provoque une mobilisation populaire contre l'Etat, d'autant que la vue des CNS, équipés, armés et accompagnés de chiens rappelait les noirs moments de la répression coloniale. Aux revendications de la reconnaissance des langues populaires», de la «libération des détenus» et aux mots d'ordre tels que «union des masses populaires contre la bourgeoisie», le pouvoir opposa la calomnie et le mensonge: «manipulation par l'impéralisme», «tentative de division du peuple» et d'autre encore bien connus.

Des exemples de répression

Aujourd'hui la répression s'abat sur les militants des collectifs culturels, les travailleurs qui osent revendiquer ou s'organiser, les militants politiques, sur tous ceux qui ne veulent plus se taire. Des exemples?

- 22 membres du collectif culturel d'Alger arrêtés en mai 1981, jugés en octobre de la même année, 4 d'entre eux ont écopé d'un an de prison ferme (peine ramenée à huit mois).
- ◆ Les ouvriers de la DNC détenus à la prison de Lambèse pour avoir fait grève: cinq ans de prison, les ouvrières de la même entreprise ont été violées par la gendarmerie de Hussein Dey (Alger).
- 5 jeunes élèves officiers de l'armée arrêtés en novembre 1978 pour avoir été trouvé en possession de journaux du PC International: torturés, jugés en décembre 1980 et détenus à lambèse.

La liste est longue et nous avons publié dans le *Bulletin nº7* les noms des détenus morts dans cette prison de Lambèse de sinistre réputation.

Tous ces faits demeurent ignorés parce que la répression se fait en silence et la bourgeoisie algérienne, bien sûr, fait tout pour le cacher. Mais la responsabilité de la presse française, en particulier «Le Monde», journal «très objectif» (et très lu en Algérie), mais aussi des organisations syndicales et politiques est entière. Elles ne disent pas un mot de ce qui se passe en Algérie alors qu'elles ont toutes les informations. Pourquoi font-elles tant de tapage lorsqu'il s'agit du Chili, alors que pour l'Algérie c'est le silence complet?

C'est pour contribuer à briser le mur du silence qui entoure la répression, à populariser les luttes et à construire une solidarité réelle avec tous les détenus que le Comité «Riposte à la répression en Algérie» (RIPRA) est né en juillet 1980.

RIPRA s'est fixé comme tâche de diffuser toutes informations sur la répression par une activité militante, d'appeler à la défense de tous les détenus, indépendamment de leurs idées politiques, (sauf les «Frères musulmans» et les Baathistes qui sont les nervis de la bourgeoisie), par l'action directe.

Riposte à la répression en Algérie

Pour tout contact avec *RIPRA* écrire à c/o Librairie Parallèle, 47 rue Saint Honoré 75001 Paris

17

INTERNATIONAL

Sur l'usage de la torture contre les combattants communistes en Italie

Y USANT E LA TERREUR, S NE FONT ERMINATION

Depuis quelques temps, des informations circulent dans la presse bourgeoise sur des tortures auxquelles sont soumis des camarades arrêtés en Italie, alors que les «démocrates» accomplissent leur rôle en se répandant sur la férocité des flics. Dans le même temps que l'on connait de plus en plus de détails sanguinaires sur la manière dont les forces -de l'ordre et de la justicemènent les interrogatoires, les ministres ne sont pas gênés de déclarer qu'ils ne sont au courant de rien, de distribuer les félicitations à la police pour les résultats obtenus, d'affirmer que celle-ci est calomniée injustement, et que si excès il y a, ils seront punis, comme il se doit..

AlS quels excès, précisement? Quiconque a pu expérimenter leur arrogance dans les rues très bien imaginer quelles sont leurs pratiques dans des appartements qu'ils louent sous de faux noms, dans des maisons de campagne lointaines de tout regard et autres oreilles indis-crètes des *epersonnes étran-*gères aux travaux». L'école à laquelle ils ont été formés n'est un secret pour personne.

Nous ne croyons pas qu'il y ait, dans le détail des tortures alt, dans le detail des fortures aujourd'hui pratiquées, dans la complaisance et le sadisme de leur «efficacité», une quelconque connivence ou couverture des classes dirigeantes. Il s'agit plus simplement de la confirmation de ce que la forme «démocrati-que» n'est que le voile qui couvre la réalité sanguinaire de cette société bourgeoise. Dans cer-taines situations, ce voile est levé et apparait alors ce qui, habituel-lement, est caché. Cela ne représente en rien une contradiction interne de la bourgeoisie: les «démocrates sincères» qui dénoncent les «excès» de la répression sont des ennemis qui cherchent à pénétrer nos rangs pour semer la confusion et nous empêcher de concentrer nos coups sous l'ennemi qui nous fait face. Leur action est complé-mentaire à celle des tortionnaires!

Il n'existe pas de droits de l'homme abstraits, mais seule-ment des intérêts de classe! C'est d'ailleurs ce que Reagan a clairement dit lors de son investiture à la Maison Blanche: les USA doi-vent moins s'intéresser aux stériles questions de droits de l'homme et s'intéresser davan-tage à la défense militaire de ses intérêts économiques, donc du système impérialiste occidental. Le même discours est d'ailleurs tenu dans les faits par le capita-lisme d'Etat soviétique (Cambodge, Kaboul, Pologne...)

L'Italie est l'un des pays du système impérialiste mondial, un anneau de la chaîne, complète-ment intégré économiquement, et est donc soumis à la domination politique nord-américaine Les rythmes et les échéances de

la classe politique italienne sont les rythmes et les échéances du capital américain. Mais, l'Italie est aussi un maillon faible de cette chaîne, puisque le prolétariat italien, de 1968 à aujourd'hui, a vecu une série de ruptures révolutionnaires, qui ont mis en cause l'ordre capitaliste, et s'est d'instruments politiques pour la défense de ses intérêts de classe. Il n'est pas ici possible de retracer tous ces parcours de luttes, tant leurs formes ont été étendues et variées. Il nous suffit de souligner que ces luttes ont touché des millions de prolétaires italiens

La classe dominante a essavé par tous les moyens, a tente de canaliser cette situation, de la passer sous son contrôle par le biais des instruments politiques ideologiques, militaires dont elle

dispose. A travers ces luttes, les le prolétariat, des instruments de désinformation des prolétaires, au service du capital. Aujour-

Face au mouvement de classe, la bourgeoisie jette un à un ses masques démocratiques, pour dévoiler son vrai visage: la défense sans pitié de l'ordre éco-nomique qui est le sien.

La longue absence de la scène politique d'un prolétariat composé en classe pour soi, avec son propre programme, a permis aux exploiteurs de se camoufler derrière un système de représen-tation politique appelé «démo-cratie». On peut dire que cela date de la destruction des partis communistes allemand, hollandais et italien au cours des années 20/25, mais aussi à l'énorme erreur de compréhension du développement de la révolution russe, et du rôle qu'a assumé la Troisième Internationale comme émanation directe de la politique étrangère de l'Etal national russe. Lorsque la révo lution fut écrasée dans l'Europe la plus développée, il ne restait -plus aux révolutionnaires russes que la voie de la gestion du développement des forces pro-ductives nationales: Staline fut effectivement un grand révolutionnaire, mais un révolutionnaire bourgeois!

Les partis communistes commencèrent alors à développer la

mass-média ont révélé leur véritable fonction qu'ils tentaient de camoufler sous les masques de «l'objectivité»: des instruments de guerre psychologique contre d'hui, tout ce qui, dans la presse, les radios, la télévision, traite de l'affrontement de classe quoti-dien, est une émanation directe de l'Exécutif d'Etat.

geoisies nationales Le mouvement ouvrier, enrégimenté derrière ces partis com-munistes staliniens autour d'objectifs contraires à ses pro-pres intérêts de classe, disparaîtra de la scène politique comme expression de la négation de l'exploitation du prolétariat.

«défense de l'Etat ouvrier», ce qui est encore, dans de nombreux cas, leur pratique. Sauf pour ces partis qui, une fois découvertes

les erreurs du passé, sont passés au service de leurs propres bour-

Pour le prolétariat européen, la seconde guerre mondiale, comme produit et extension de la crise économique de 29, sera une catastrophe: les prolétaires fourniront la chair à canon pour la défense des intérêts capitalistes. Cette guerre, produit de la crise capitaliste, leur sera présentée, en l'absence de toute lutte de classe, comme une guerre «idéologique». De la même manière, les staliniens pronèrent l'alliance avec les «démocraties occidentales» (ennemi secondaire) contre le fascisme (ennemi principal). Il ne restait aux prolétaires d'aprèsguerre qu'à panser leurs blessures (40 millions de morts) et à participer à la grande recons-truction capitaliste. La reprise de l'initiative de classe, sur ses intérêts propres, n'a été possible que par la démystification du stalinisme et le commencement d'une nouvelle crise économique du système impérialiste mondial, dont il ne peut sortir que par une nouvelle guerre qui lui permet-trait de recommencer un nou-

veau cycle de reconstruction. Si ce phénomène se manifeste déjà dans des pays comme l'Ita-lie ou la Pologne, il ne peut que s'étendre à l'ensemble du système impérialiste à des rythmes évidemment divers.

Voilà pourquoi faire de la «dénonciation démocratique» de la torture en Italie est à la fois provocateur et dénué de sens. Provocateur parce que cette «dénonciation démocratique» n'empêche nullement les bourreaux de continuer à torturer nos camarades. Dénué de sens parce que c'est une vision de la torture que c'est une vision de la torture comme une chose séparée du système de violence qui frappe quotidiennement les travailleurs dans les usines, les chômeurs dans les quartiers, les prolétaires dans les prisons, et plus généra-lement séparée de la violence qui est exercée contre toute une classe qui doit vivre et se reproduire comme une marchandise.

Ils ne torturent pas parce qu'ils sont «mauvais»: ils torturent pour connaître les comportements et les pratiques des secteurs de classe qui échappent au contrôle idéologique de la bourgeoisie!

La torture est production d'in-formation: elle existe depuis qu'existe la guerre. Elle est bar-bare comme est barbare la société qui la produit, en opposant en son sein les intérêts d'une classe à ceux d'une autre classe. On ne peut donc compter sur le fait que la torture serait une «perversion», une «dégéne-rescence», et comme telle «passagère», mais bien sur le fait qu'il s'agit d'un instrument utilisé en permanence par l'Etat de la bourgeoisie, au service de ses objectifs: **extorquer** des informations sur le tissu prolétaire qui a produit dix ans de conflictualité

LE TÉMOIGNAGE DE GIANFRANCO FORNONI

ERS 17h/17h30, le 23 janvier 1982, j'étais cap-turé dans une localité que je ne sais préciser mais toutefois aux environs de Tuscania, par des agents de l'Arme des Carabiniers. Sur inti-midation des carabiniers, je me suis rendu les maings en l'air. On me passa les menottes avec les mains derrière le dos, je fus jeté à terre et trainé sur 50 mètres, carmi les brouseilles et les broussailles et les ronces, sans aucune nécessité (j'étais évidemment disposé à suivre en marchant les troupes auxquelles je m'étais rendu). A la fin du «trainage», je fus frappé à coups de pieds et de poings au visage et au corps, et l'on me fit exploser un coup de pistolet à fleur de peau. Ensuite, on me mis une gagoule (que je garderai jusqu'au lundi 25 janvier dans la nuit sans interruption) et je fus chargé dans une voiture civile, la tête au sol et les mains enchaînées serrées dans le dos

voyage à une vitesse assez soutenue, la voiture s'arrêta, on me fit descendre et je fus amené (toujours encapuchonné) dans une maison ou une caserne à travers une cour de gravier où (contrairement à ce qu'a affirmé la prese) il n'y avait personne, sauf les carabiniers qui opéraient. Arrivé au pied du bâti-ment, je fus hissé au premiei

«Après environ 15/20 minutes

étage avec une corde passée sous les aisselles (toujours enca-puchonné et avec les menottes).

«Une fois montée une rampe d'escalier à l'intérieur du bâti-ment et effectués différents tours vicieux, je fus introduit dans une pièce. Là, tous mes habits me furent intégralement arrachés et je me retrouvai entièrement nu, encapuchonné, avec les menottes et agenouillé durant environ trois-quarts d'heure. Je fus ensuite introduit dans une autre pièce (toujours dans les mêmes conditions) et frappé durant plusieurs minutes, puis reporté dans la première pièce. Là, on me fit asseoir sur un siège et je fus frappé durant environ 5/6 heures, parfois assis, parfois debout, avec des coups de pied aux testicules, avec des pres-sions du pied sur les menottes serrées dans le dos, etc. A ce moment, je fus attaché aux ais-selles et descendu par une fenêtre, puis remonté et introduit de nouveau dans la pièce.

«Ce traitement continua sans interruption le lendemain, dimanche 24 janvier (j'étais toudimanche 24 janvier (j'étais tou-jours avec les menotites, encapu-chonné et nu). On m'enfila des aiguilles sous les ongles des pieds et un agent, à l'accent romain marqué, avec certaines pinces à ressort, effectua divers compressions de mes testicules, en menaçant de m'émasculer, alors qu'un autre agent, au fort accent sarde et de service à Sienne selon ses dires, m'arracha les poils du pubis et du

«Les mauvais traitements que i'eux à subir furent infinis: coups de crosse de pistolet à la tête et pressions avec les doigts sur les blessures sanglantes, brûlures des organes génitaux avec des cigarettes, en plus des habituels coups de poings et de pieds au visage et au corps. Ce traitement dura tout le dimanche (la nuit entre le dimanche et le lundi comprise) et au cours de cette période, je perdis connaissance une ou deux fois. Le lundi 25 janvier, je fus transféré par une voiture des carabiniers dans une autre caserne (toujours avec les menottes et encapuchonné) et de là (il était alors tard le soir) transféré à la prison de San Giminiano, où alors seulement, je fus finalement libéré de la capuche et des menottes

«A San Giminiano, je ne fus pas soumis à une visite médicale alors que je le fus par la suite lors de mon arrivée à la prison de Bergamo, le 27 janvier, alors que je portais les traces des tortures. Je réclame donc que la fiche médicale de la prison de Bergamo soit saisie par les autorités

Gian Franco Fornoni

suite page 14

A PROCÈS TERRORISTE

LORS que s'ouvrait à Paris le procès de Bruno Breguet, Magda-lena Kopp et Michel Jaquot, les bombes sionistes semaient à nouveau la terreur au Liban et l'occupation israélienne faisait de nouveaux morts en Cisjordanie. Pourtant ce n'est pas ces actions terroristes dont on faisait le procès mais celui des combattants européens au côté de la cause pales-tinienne que l'on voulait condamner; les sacrifiant à la cause du sionisme et de l'antiter-rorisme, le juge et la presse, n'hésitent pas à leur faire porter le chapeau pour l'attentat de la rue Marbeuf.

Les médias, de leur côté avaient jugé les camarades depuis longtemps, les dénonçant comme amis de Carlos, bouc-émissaire numéro 1 et terroriste universel.

Comme pour tous les procès de combattants, la justice avait déployé une violence maximale: les tueurs du GIGN dont, entre parenthèses, le chef-adjoint, qui était présent à la première audience, est inculpé depuis 6 mois et demi pour un énorme trafic d'armes et est toujours libre et en poste, qui se sont fait la main de Claivaux à La Mecque, protégeaient les juges et les gardes mobiles en nombre impressionnant contrôlaient les identités devant le palais, étaient postés dans les couloirs et sur-veillaient le public dans la salle. Celui-ci, par mesure d'intimida-tion et de vexation, avait été par-qué dans le fond de la salle, derrière les bancs qui lui sont réservés.

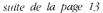
A procès terroriste, peines terroristes. Malgré l'extrême min-ceur du dossier, transport d'explosifs pour Bruno et Magdalena, ce qui avait contraint le procureur à demander des peines de 3 et 2 ans de prison, malgré l'impression très nette

Rebelles est un outil de combat et de connaissance aux mains des prisonniers, que chacun le fasse donc circuler à l'intérieur des prisons, que chaque prisonnier lise Rebelles, connaisse Rebelles, utilise Rebelles...

- Directeur de publication: Jean-Paul Gérard.
- Commission paritaire en cours.
- Imprimerie spéciale.
- Pour tout contact avec 'Rebelles": écrire à la librairie "Le jargon libre", 6, rue de la Reine-Blanche, 75013 Paris. Ou passer à la permanence au même endroit, tous les samedis de 16 à 18 heures.
- "Rebelles" est envoyé gratuitement à tout (e) prisonnier (e) qui en fait la demande à l'adresse ci-dessus ou auprès des camarades qui diffusent le journal

pour permettre l'arrestation des deux camarades, comme le mon-trait M° Verges, leur avocat, le juge n'hésite pas à doubler les peines, indiquant bien au service de qui il se trouvait. Bruno Breguet et Magdalena Kopp se défi-nissant comme soldats, ont refusé toute collaboration avec cette justice de classe, n'accep-tant ni de parler, ni même de se lever (insulte suprême au dire du juge). Michel Jcaquot, inculpé d'avoir fourni la voiture, et qui avait essayé le dialogue avec la justice, definissant longuement son «identité politique», s'en tirait lui pour dix mois fermes, illus ainsi la vanité de tout effort de dialoque.

A l'annonce la police qui le connaissait visiblement déjà et était prête à tout, a fait évacuer la salle avec force violence et lacry-mos. Elle n'a pu empêcher les cris de soutien aux camarades Fait significatif, le procès avait été transféré dans une salle proche d'une sortie latérale, où les flics avaient pu déployer un dispositif important pour empê-cher toute manifestation à l'extérieur du palais



SUR LA TORTURE **EN ITALIE**

et dégagé des perspectives pour le prolétariat italien; **terroriser** des secteurs de classe qui se sont exprimés moins clairement, ou qui sont encore dominés par l'idéologie de la classe dominante (réformisme, non-violence, électoralisme...).

Dans cette perspective, mouvement communiste révolu-tionnaire et ses avant-gardes doivent apprendre à vivre avec cette réalité et élaborer des lignes de conduite qui tendent à annuler les deux fonctions que la bourgeoisie donne à cet instru-ment qu'est la torture: nous devons affirmer que l'Etat ne peut faire torturer 30 millions de prolétaires italiens, qui n'ont plus rien à attendre du système capi-taliste, si ce n'est une guerre dans laquelle ils se feraient massacrer au nom des intérêts de la même classe qui les exploite dans les usines.

Il s'agit donc là d'un travail de masse pour conquérir à la révo-lution l'ensemble des forces prolétaires, et pour construiré parallèlement des instruments qui permettent de faire payer aux mercenaires qui pratiquent la torture le prix de leur infâmie.

Une précision est à faire, qui n'est pas secondaire. A côté des «dénonciations démocratiques», une tendance s'insinue entre les lignes des journeaux bourgeois. qui considère que la torture serait justifiée contre les «terroristes» du fait qu'ils pratiquent eux-mêmes la violence. Il importe de dénoncer cette interprétation. En effet, la bourgeoisie, comme toute autre classe

coercition par lesquels on maintient le prolétariat dans l'ordre.

Enfin, les tentatives de faire croire que l'on torture «seule-ment les mauvais» ne tiennent pas debout: cela masque seulement une tentative ignoble de faire passer une pratique socialement utile à la bourgeoisie

Ce que ce discours cherche à masquer, c'est la faiblesse d'un Etat d'exploitation soi-disant fondé sur le consensus qui, du fait de l'aggravation de la crise économique et du développe-ment des luttes prolétaires, n'a plus les instruments de contrôle élaborés dans le passé, et qui doit aujourd'hui se confronter au prolétariat avec les instruments de la violence.

La force pour résister à cette violence ennemie ne peut venir subjectivement, mais seulement en comprenant que la crise éco-nomique produira sans cesse de nouvelles fractures révolutionnaires dans la classe, puisqu'il est toujours plus clair qu'il n'existe pas d'espace de survie garanti pour les prolétaires à l'intérieur du mode de production capitaliste

Nous ne pensons pas que les responsables de la torture soient simplement quelques ministres ou une quelconque «section spéciale» de la police, mais bien plu-tôt la classe bourgeoise dans son ensemble, de Monsieur Pertini qui s'amuse à faire de l'humour sur le sang des prolétaires qui sont massacrés, au plus humble des policiers qui, au lieu de jeter sa cagoule de tortionnaire, préfère se faire entretenir par ceux qui oppriment les prolétaires, de Monsieur Agnelli qui, après avoir licencié des milliers d'ouvriers, déclare que l'Etat a atteint l'obiectif qu'il s'était fixé avec la restructuration, au vigile patronal qui pendant les grèves dures, fait de l'œil aux ouvriers pour mieux faire ensuite son rapport à la direction.

Par l'usage de la torture, tout ce beau monde vise à des résul-tats qui vont au—delà du simple ramassage d'informations. Ils ne datent pas d'aujourd'hui les matraquages dans les prisons spéciales, les détentions dans des cellules remplies d'eau, où des camarades pourissent dans l'isolement pendant des mois. Ce ne sont là que des exemples, mais ils démontrent que l'attaque contre les avant-gardes est une attaque d'ensemble et qu'elle vise à l'anéantissement.

EN **ANGLETERRE** aussi

LEEDS en Angleterre, se déroule depuis le 26 avril un procès contre 12 ieunes prolétaires asiatiques coupables d'avoir voulu lut-ter contre l'ordre de la misère, du racisme et de l'exploitation.

Ils sont poursuivis pour «conspiration» et «fabrication de cocktails molotov». Par solidarité s'est formé sur Leeds un comité de soutien afin d'appeler à une mobilisation pour le procès qui doit durer 2 mois et organiser des rassemblements devant le tribunal.

L'adresse du comité est: Box JK, 59 Cookridge St. Leeds 2. 439500. Angleterre.

●La Santé: 42, rue de la Santé 75674 Paris cedex 14: Mohand Hamami: 208693/B/13, R.Schleicher: 208452/C/206 H.Scheicher. 20452/ 20452/ 20452/ 20452/ 20452/ 207.790/D2/95

MAF: 7 avenue des

Peupliers 91705 Fleury:
Joëlle Aubron: 9924/D11/R7

1 avenue de la division

Leclerc. 94261Fresnes cedex:

Gilles Collomb: 911959.

•1, place du Palais de Justice. 06130 Tondini: 2489/C8/

Poncet: 2488/C/8

La torture n'est pas seulement dirigée contre les camarades qui la subissent, mais contre tout le prolétariat, qu'elle vise à terrori-ser. Cette pratique infâme est appelée dissuasion. La propagande qui est faite autour en est une fonction essentielle, puisqu'elle en amplifie l'effet!

Nous prolétaires communistes, nous ne nous prêtons pas à cette manœuvre. En dénonçant la torture, nous ne voulons pas entretenir l'illusion qu'elle ne serait qu'une «erreur», une «déviation» à corriger, et qu'elle ne serait que le fait de quelques féroces individus: nous sommes conscients que l'abolition de la torture n'est possible que par l'élimination de ceux qui aujourd'hui en tirent profit: la société du capital

Notre dénonciation de la torture vise à renforcer la détermi-nation des prolétaires. Connaître la bassesse et la lâcheté des bourgeois augmente notre haine de classe, mais celà ne nous poussera pas à des réactions émotionnelles, qui chercheraient simplement à condamner cette hande d'assassins: ils ne nous pousserons pas à foncer tête baissée dans leurs superforteresses blindées. Nous les attendons de pied ferme là où l'explosion de la crise les mènera, et là où nous ne leur laisserons aucune possibilité de

Dés aujourd'hui, en démasquant leurs manœuvres, en repérant les ennemis qui se disent nos alliés, et en s'organisant de manière conséquente, nous pou-vons faire relâcher la pression sur les otages que la bourgeoisie a entre les mains. Car notre conscience annule la fonction de dissuasion de cet instrument, et la certitude qu'ils paieront tous leurs crimes constitue notre dis-suasion à leur égard.

